ISSN 0024-7650

6, 7 et 8 juin - à Presles (Val d'Oise)

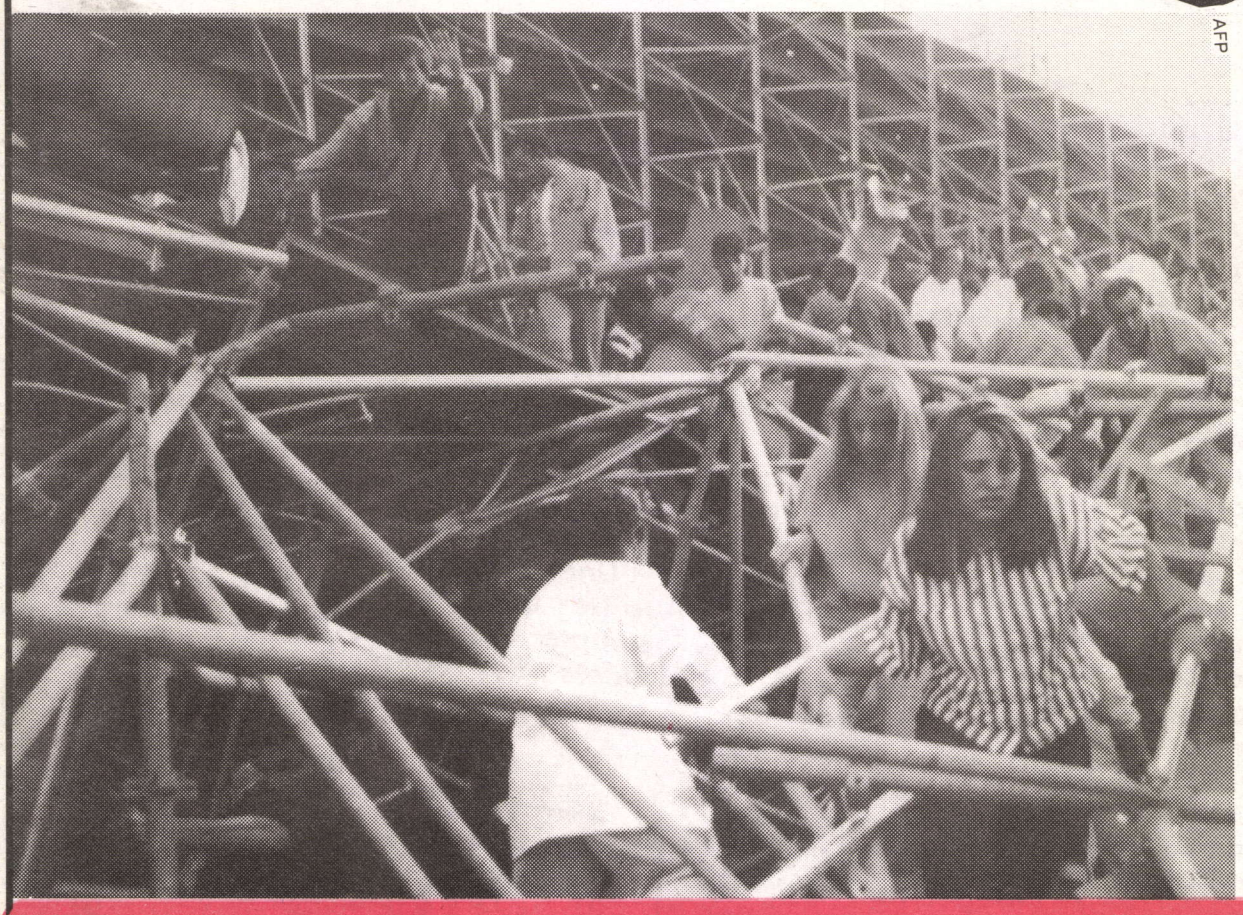
LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 246 - 17 mai 1992 - prix : 8

FURIANI: INCONSCIENCE, INCOMPÉTENCE, MENSONGES...

OUI MAIS SURTOUT LA LOI DU FRIC



AFP

Maastricht et réforme constitutionnelle

MANŒUVRES POLITICIENNES

M6189 - 1246 - 8,00 F

MAASTRICHT ET LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

L'Assemblée nationale a adopté à une large majorité le projet de révision de la Constitution, préalable nécessaire à la ratification du traité de Maastricht. Préalable, cela indique qu'il ne s'agit que du début d'une longue procédure parlementaire avant que le gouvernement français soit en situation de donner son accord au texte signé, dans la ville hollandaise de Maastricht, en novembre dernier, entre les représentants des douze Etats de la Communauté européenne. Et comme l'échéance pour la ratification définitive de ce traité est fixée pour la fin de l'année, cela promet bien des pugilats verbaux sur le sujet dans les huit mois qui viennent.

Le débat actuel nous en donne un avant-goût. L'agitation dont a fait preuve le monde parlementaire, ces jours derniers, dans l'enceinte du Palais Bourbon, est moins due à la perspective de la ratification du traité communautaire, qu'aux ambitions et aux calculs des partis et de leurs chefs de file. Ce qui les intéresse surtout, au-delà de "l'horizon européen de janvier 1993 " comme ils disent, c'est un autre horizon : celui des compétitions électorales programmées -législatives pour 1993, présidentielle pour 1995, si Mitterrand ne modifie par le calendrier prévu. D'ailleurs on a plus commenté la manoeuvre de Mitterrand, dont on a signalé l'habileté politicienne, pour avoir réussi à diviser la droite, que le résultat du vote à l'Assemblée. Habile ou pas, qui gagnera en fin de compte à ce petit jeu-là, bien malin qui peut le dire. Et il faut avouer que, sauf pour les hommes politiques qui briguent postes et portefeuilles ministériels, cela n'a aucun intérêt.

★ ★ ★

La création d'entités économiques, culturelles plus vastes, donc humainement et socialement plus riches et variées que les Etats nationaux qui existent actuellement, même les plus développés, a été mise à l'ordre du jour depuis des décennies par le développement même de la société. Le capitalisme lui-même éprouve le besoin de s'organiser à une autre échelle. Et d'ailleurs anticipant dans les faits sur l'évolution juridique, il le fait dans la pratique, au moins partiellement.

Mais en même temps, chaque bourgeoisie a besoin de son appareil d'Etat. L'Etat français se réserve le droit de préserver les intérêts de ses capitalistes, comme l'Etat allemand ceux des siens, ou encore l'Etat italien, etc. Une communauté avec chacun le couteau sous la table en quelque sorte.

Les ministres des douze pays de la Communauté, réunis à Porto pour discuter de "l'Europe sociale", en ont fait la démonstration, la semaine dernière. Le représentant espagnol a mis les pieds dans le plat en expliquant, reprenant un air connu, "qu'il y avait contradiction entre les directives sociales et une croissance économique soutenue". Et les douze ministres ont conclu en choeur -ce qui montre que sur ce plan-là, au moins, le consensus est facilement trouvé- qu'il était nécessaire de maintenir la rigueur budgétaire, ce qui signifie l'austérité pour les masses laborieuses.

MANŒUVRES POLITICIENNES

C'est contradictoire ? Oui, ça l'est. Voilà pourquoi cela fait 40 ans qu'on ne cesse d'unifier l'Europe... et qu'elle n'est toujours pas unifiée.

Voilà pourquoi Bérégovoy, qui se pose pourtant en chaud partisan de la construction européenne, déclara dans le débat parlementaire que "la France n'a jamais renoncé et ne renoncera pas au droit de protéger, en cas de crise grave, ses intérêts fondamentaux".

Voilà pourquoi les mesures prises, et celles déjà entrées dans les faits pour unifier l'Europe, sont non seulement limitées mais nullement définitives. Car le moteur de cette économie reste la concurrence, cette guerre économique permanente, cette avidité congénitale du capitalisme à faire en sorte que les profits alimentent le besoin de faire d'autres profits encore plus grands. D'ailleurs le but affiché de cette "Communauté européenne" n'est-il pas de créer un meilleur rapport de force pour affronter la concurrence des Américains et des Japonais ?

Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette Europe-là, faite pour répondre aux besoins des capitalistes. Mais ils n'ont, non plus, rien à en redouter. Ce qu'ils ont à redouter, c'est la soif de profit de leur propre bourgeoisie et la politique d'austérité de leur propre gouvernement.

L'unification de l'Europe par la suppression des frontières, la fin de ces entraves à la circulation des personnes et des produits, non seulement à l'échelle de douze pays mais à l'échelle au moins de tout le continent européen, serait un incontestable progrès. Mais la bourgeoisie hésite devant cette perspective, elle calcule, elle tergiverse, et cherche à trouver, à chaque avancée dans ce sens, une combine pour en limiter les effets. Et ses porte-parole de tous bords sont le reflet dérisoire de cette attitude velléitaire.

Une preuve -une de plus, et de taille- qui montre qu'on ne peut compter sur les capitalistes et leurs valets pour réaliser le progrès de la société.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LUTTE OUVRIERE À 9 FRANCS

A partir de notre prochain numéro, le 22 mai, le prix de *Lutte Ouvrière* sera porté à 9 francs. Il nous faut en effet tenir compte dans notre prix de vente - qui n'avait pas évolué depuis janvier 1988, soit depuis quatre ans - des diverses augmentations de prix que nous subissons.

Merci à tous nos lecteurs de le comprendre.

Drame du stade de Furiani

INCURIE ET IRRESPONSABILITÉ : C'EST ÇA LA COURSE AU PROFIT

Au fil des jours les révélations sur les conditions dans lesquelles a été décidée et effectuée la mise en place de la tribune tragique au stade de Furiani confirme ce qui était évident dès le début. Par-delà les mots du constat des enquêteurs, "incurie et totale incompétence professionnelle" de l'entreprise Sud-Tribunes, "inconscience des organisateurs", "passivité" des services de l'Etat, il y avait surtout la recherche de la bonne recette. On apprend même que la recette réelle a été plus de deux fois supérieure à celle déclarée après coup par les dirigeants du club, qu'ils ont vendu les places sur la tribune provisoire entre 300 et 500 F et non 250 F comme ils l'avaient certifié à la Fédération de football. Tout cela, disent-ils aujourd'hui, pour faire un "gros coup", combler le déficit chronique du club et pouvoir engager le financement de la rénovation du stade en dur.

Derrière tous les truquages et mensonges qui ont accompagné cette affaire, c'est bien d'argent qu'il s'est agi. Et toute la chaîne de négligences, d'incompétence, d'amateurisme, pétrie en tout cas d'indifférence aux risques que pouvaient courir les spectateurs, de la part des responsables du club comme de celle de l'entreprise chargée de construire la tribune, mais aussi de la part des services de sécurité, des services préfectoraux, des responsables régionaux et fédéraux du football, toute cette chaîne-là c'est aussi l'autre face de la recherche frénétique de l'argent.

Comme ça l'est dans la société tout entière d'ailleurs, où au nom d'on ne sait quel sacro-saint principe économique, "libre entreprise", "compétitivité" ou autres, qui sont autant de pseudonymes donnés à la loi du profit, on dérégule, on parcellise, on décentralise, et on pousse chacun à ne se soucier que du petit secteur dans lequel il intervient et à le protéger jalousement de toute interférence ou contrôle extérieur, par peur des concurrents, que ce soit pour l'argent ou, ce qui revient au même, pour les postes. Le capitalisme, ça a toujours été cela. Mais avec la crise aujourd'hui, ça l'est encore plus. On le voit par exemple tous les jours dans bien des chantiers et usines, et pas des moindres, où l'atomisation de l'organisation du travail entre une myriade de sous-traitants mis en concurrence les uns avec les autres pèse dans l'aggravation des conditions de travail et surtout de sécurité. Car chacun de ces sous-traitants en prend à son aise avec les règlements de sécurité.

Quand la course au profit individuel devient une fin en soi et la seule voie pour un nombre de plus en plus grand d'individus, parce que toute la pression sociale va dans ce sens, c'est là où la conscience sociale et les responsabilités finissent par se dissoudre. C'est cela qui a tué à Furiani.

F. R.

Reglain / Gamma

Blessés de Furiani attendant leur évacuation vers le continent à l'aéroport de Bastia.

éditorial des bulletins

FRIC MORTEL

C'est le plaisir et la fête du foot qui ont conduit 10% de la population de la Corse vers le stade de Furiani, mais c'est l'appât du fric qui a incité des affairistes, avec la bénédiction de responsables sportifs ou administratifs, à y entasser quelque 10 000 personnes de plus que prévu. C'était du provisoire et du bancal, mais les trois millions de francs de recette supplémentaire, eux, étaient assurés.

Quelques jours avant le match, sur un simple coup de fil, le président de club de foot de Bastia a pu commander des gradins pour 10 000 personnes à un prétendu professionnel. Ledit professionnel a pu à la va-vite faire échafauder la chose. Le maire du village dit n'avoir même pas été informé. Les autorités préfectorales et autres commissions de contrôle ou de sécurité disent n'avoir rien constaté, du moins qui soit du ressort de leurs prérogatives.

La justice est saisie de cette affaire, nous dit Bérégovoy au nom du gouvernement et il nous assure qu'elle n'épargnera aucun coupable. Le hic, c'est qu'ils sont apparemment une sacrée bande et une sacrée mafia, ces organisateurs de spectacle, les hommes d'affaires et les autorités qui les tolèrent, liés par la loi du silence ou par des contrats litigieux passés sans aucune trace écrite.

Les parapluies s'ouvrent déjà plus vite que les dossiers ! Certes, l'ingénieur responsable du chantier de "Sud Tribunes" est incarcéré depuis trois jours. Il y aurait eu une anomalie de montage et il est possible que des lampistes soient inquiétés. Mais pourquoi et comment avoir pu dresser un tel édifice dans une telle précipitation ? On peut parier que bien peu - si ce n'est aucun - des vrais responsables ne paieront le prix. Bérégovoy a dit qu'il serait intraitable avec les petits délinquants voleurs de voitures. Les PDG criminels peuvent dormir en paix.

Les parents et proches des 13 morts et plus de 500 blessés hospitalisés - dont 80 très gravement - espèrent peut-être, les malheureux, que le drame servira de leçon et qu'on ne verra plus jamais ça.

On constate au contraire, qu'au fil des années, l'ampleur des catastrophes est toujours plus grande. Et on finirait plutôt par s'habituer à ce que les matchs de foot, les "24 heures de la Moto", comme les week-ends sur la route, apportent leur lot de morts ou de futurs handicapés à vie.

Ces rassemblements de masse dits sportifs ou récréatifs, toujours plus monstrueux en nombre, sont le dérivatif des pauvres. Ils n'échappent pas à la loi de cette société.

Faire de l'argent, en accumuler de toutes les façons possibles, non seulement c'est admis mais c'est encouragé, généralisé, systématisé, industrialisé. C'est sur l'échafaudage du fric que repose toute la société. Il faut que les profits, petits et grands, s'élèvent et grimpent toujours plus haut. Et non seulement ceux qui possèdent de l'argent peuvent tout se payer, y compris, sur un simple coup de téléphone, des tribunes où entasser 10 000 personnes. Mais surtout, leurs moyens financiers et leurs relations leur donnent plus de pouvoirs que n'en ont la plupart des "élus" du peuple. Le pouvoir que donne l'argent les place hors-la-loi.

C'est cela, l'édifice mortel qu'il faudra déboulonner.

Editorial des bulletins d'entreprises du lundi 11 mai 1992.

DES JUGES DE NOTRE TEMPS

Les spectres de la trahison, de la franc-maçonnerie et de l'athéisme semblent hanter les nuits de trois juges marseillais d'un tribunal correctionnel spécialisé dans les affaires militaires.

Ceux-ci avaient en effet, le 20 mars dernier, à juger un jeune objecteur de conscience qui, après avoir fait un an de service civil dans le parc régional de Camargue, avait quitté son poste, refusant de faire les deux ans prévus pour les objecteurs. Condamnation : huit mois de prison avec sursis pour "désertion".

Mais plus encore que le crime du jeune objecteur de non-soumission au règlement, ce qui avait rendu furieux les juges était la plaidoirie de son avocat : il avait eu le culot d'invoquer dans son plaidoyer une Convention européenne des droits de l'homme s'opposant à toute discrimination pour "raison de conscience", ainsi qu'un rapport d'Amnesty International critiquant les condamnations en France d'objecteurs de conscience qui refusent de faire en service civil plus que le temps du service militaire des autres. Le diable en personne n'aurait pas pu faire pire !

Et les attendus du tribunal, publiés par le *Canard enchaîné* du 6 mai, sont gratinés : les juges y déclarent que le tribunal n'a pas à connaître des *"recommandations ou remontrances d'un mouvement étranger, «Amnesty international », de fondement ou obédience maçonnique, révélateur d'un courant anti-France (...) prêchant une Convention européenne des droits de l'homme athée"*.

Certains penseront peut-être qu'il s'agit là d'opinions d'un autre âge. Mais pas du tout. Il s'agit de juges "de notre temps", en exercice dans la France d'aujourd'hui. De ces hommes "honorables" et mêmes honorés par les leurs, qui donnent, n'en doutons pas, régulièrement leur obole à la quête, lors de l'office du dimanche, et qu'on imagine préférant Paul Touvier, un bon Français, lui, comme il faut, et tout et tout, dévot à souhait, à toute cette racaille diabolique et apatride qui ose aimer son prochain, qu'il soit blanc, noir ou jaune, arabe, juif ou musulman, ou même athée. Cette jeunesse-là ne peut qu'être liée à la franc-maçonnerie, forcément internationale.

Heureusement que la franc-connerie nationale veille.

O. B.

Gamma

AFP

Jack Lang au Festival de Cannes - un amour du cinéma qui ne rime pas forcément avec l'amour de la vérité historique.

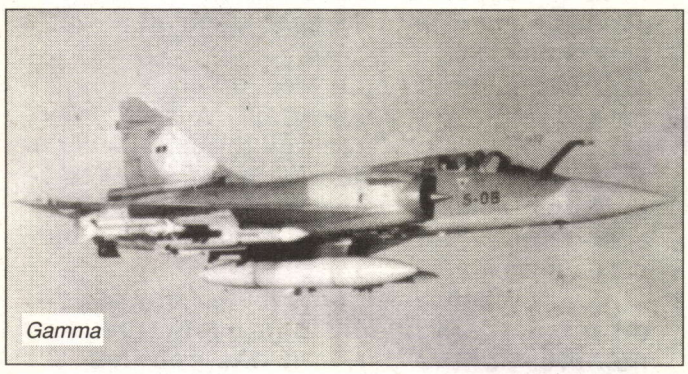
QUAND LA MÉMOIRE DE JACK LANG SE PERD DANS LA NUIT ET LE BROUILLARD

Dans le cadre des réactions plus ou moins sincères au non-lieu rendu par un tribunal dans l'affaire Touvier, le nouveau ministre de l'Education nationale, Jack Lang, a eu l'idée de faire distribuer dans les écoles un certain nombre d'enregistrements vidéo du film d'Alain Resnais consacré à la déportation, *Nuit et Brouillard,* en demandant aux maîtres de le présenter et de le commenter afin, a-t-il expliqué en substance, que les petits Français n'ignorent rien sur les sombres événements de cette époque-là.

Dommage que, pour pousser le cours d'histoire jusqu'au bout, Jack Lang n'ait pas demandé à ces mêmes maîtres d'expliquer qu'au moment de sa sortie, il y a trente-six ans, le film d'Alain Resnais avait eu beaucoup d'ennuis avec la censure cinématographique, et n'avait obtenu son visa qu'à la suite de quelques coupures concernant des images où l'on voyait des gendarmes bien de chez nous participer à la garde des Juifs arrêtés et en instance de déportation dans des camps de concentration français. Parce qu'il n'était pas convenable de rappeler, une douzaine d'années après les événements, que la déportation des Juifs n'avait pas été le fait des seules troupes allemandes, mais que l'appareil d'Etat français, de la base au sommet, en avait été complice.

Il est vrai que les malheurs de *Nuit et Brouillard* se situaient à une époque où le Parti Socialiste, de 1956 à 1958, était au gouvernement, et où aucun de ses dirigeants n'émit jamais la moindre protestation contre cette censure.

Ceci explique sans doute cela.


Gamma

MIRAGES À VENDRE

La Finlande vient de passer contr... pour 64 avions de combat F 16 américains, dédaignant finalement les Mirage 2000-5 de Dassault qui étaient aussi en lice.

Du coup, Dassault reproche au gouvernement français de n'avoir toujours pas passé commande des fameux Mirage. Et la CGC vole au secours de Dassault en réclamant que l'armée française, *"cette vitrine indispensable à nos exportations"*, soit au plus vite équipée de ces Mirage.

Une fois de plus, Dassault revendique de pouvoir faire les poches des contribuables français pour pouvoir réaliser ses profits.

Côté pile : Séville

Côté face : le chômage

Les centrales syndicales ouvrières espagnoles annoncent une journée de grève générale pour le 28 mai contre une loi votée au Parlement réduisant la couverture du chômage. Le patronat a sommé le gouvernement socialiste de déclarer la grève illégale. Et celui-ci qui n'a rien à refuser aux patrons a promis le recours à la police et aux tribunaux pour *"préserver le droit au travail"*.

Les flonflons autour de l'exposition de Séville ne suffiront peut-être pas à masquer la colère des travailleurs espagnols face à la crise.

Germinal au Canada

Les corps de onze mineurs ont été remontés trente heures après qu'une explosion a ravagé une mine de l'Est canadien. Quinze autres mineurs sont toujours emmurés à 1 600 mètres de fond. Le Canada est connu comme l'un des pays les plus riches, modernes et prospères. Mais pour les mineurs, c'est toujours les risques mortels comme au 19e siècle.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE DE MARSEILLE

DIMANCHE 17 MAI

à partir de 11 h 30

Parc boisé de Valabre

(Gardanne)

• Des forums : sur la situation en Algérie, en Yougoslavie, le FMI, les idées trotskystes.

• Et bien sûr, vous pourrez écouter de la musique, déguster un couscous, des grillades ou de la soupe au pistou...

(Navette gratuite assurée à partir de la Gare SNCF de Gardanne).

Fédération de l'Éducation Nationale

APRÈS AVOIR PERDU 200 000 ADHÉRENTS, LES BUREAUCRATES DE LA FEN DÉCIDENT D'EN VIRER 80 000 AUTRES...

Après une séance houleuse, mercredi 6 mai, le Conseil national de la FEN a décidé l'exclusion de deux de ses syndicats, le SNES (syndicat des professeurs du second degré) et le SNEP (syndicat des professeurs d'éducation physique). La séance a été houleuse dans la mesure où les tendances minoritaires de la FEN y siégeaient. Mais le résultat était fixé d'avance, au point que sur le minitel rose de la FEN, celui de la direction socialiste du SNI-PEGC (syndicat des instituteurs et professeurs de collège qui contrôle la fédération) "36.15 COLECO", le vote de l'exclusion des deux syndicats était déjà publié...quelques heures avant d'avoir eu lieu.

Préparée depuis plus d'un an au moins, déclarée ouvertement en mars, la guerre de la direction de la FEN pro-socialiste contre les deux principaux syndicats tenus par la tendance Unité et Action, proche du PCF, est menée tambour battant. La suite des opérations est déjà programmée : fin juin un congrès anticipé du SNI-PEGC, convoqué précipitamment juste avant les vacances pour ne pas laisser aux minoritaires le temps de se retourner, décidera d'élargir ce syndicat en un syndicat ouvert à tous les enseignants du primaire au baccalauréat ; il prendra ainsi la place des deux syndicats exclus.

FAUSSES RAISONS POUR VRAIES MANOEUVRES

Pourtant depuis sa création comme fédération autonome en 1947, lors de la scission CGT CGT-FO, la Fédération de l'Education Nationale a toujours été composée de plusieurs tendances, dont les deux principales sont "Unité Indépendance et Démocratie" (UID) dirigée par des syndicalistes PS, majoritaire dans le SNI-PECG et la FEN, et "Unité et Action" (UA), dirigée par des syndicalistes du PCF et majoritaire aujourd'hui dans les deux syndicats exclus le SNES et le SNEP, ainsi que dans d'autres syndicats plus petits comme celui de l'enseignement supérieur et celui de la recherche. auxquelles s'ajoutent la tendance "Ecole Emancipée" animée par des militants anarcho-syndicalistes et trotskystes, une tendance "Pour un Syndicat Indépendant", et plus récemment la tendance "Autrement".

Jusque-là, les dirigeants de la FEN s'accommodaient fort bien de cette diversité. Cela leur assurait le quasi-monopole sur le corps enseignant en permettant à la FEN de rester pratiquement syndicat unique, englobant les enseignants de tous bords.

Ils s'accommodaient aussi fort bien d'une fédération structurée en syndicat par catégories, un pour les enseignants du primaire, un autre pour ceux du secondaire, pour ceux du technique, pour les professeurs de gymnastique, ceux du supérieur, les chefs d'établissements... 49 syndicats différents en tout. Au point que la découverte subite par les dirigeants du SNI et de la FEN des vertus d'un syndicat inter-catégoriel qui regrouperait instituteurs et professeurs du secondaire, est aussi hypocrite qu'est dérisoire l'attachement aux syndicats catégoriels qu'affichent les dirigeants du SNES pour tenter de parer les coups de ceux qui veulent les évincer.

RÉGNER SUR LA BOUTIQUE SYNDICALE AVEC OU SANS SYNDIQUÉS

Quelle mouche pique soudainement les dirigeants de la FEN ? Eux qu'on avait dit comblés par l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, par cette "République des professeurs" où plusieurs anciens syndicalistes enseignants devenaient députés, quelques-uns ministres, un autre conseiller à l'Elysée ? Ils avaient de tout temps eu leurs entrées au ministère, d'où ils soignaient par exemple leur "clientèle" en lui annonçant mutations ou promotions avant même la confirmation officielle. Avec l'arrivée des socialistes, les strapontins dans le ministère devenaient fauteuils.

Mais la platitude totale des dirigeants de la FEN vis-à-vis du gouvernement avait aussi son prix.

Avec 550 000 syndiqués en 1978 selon ses propres statistiques, la FEN était à son apogée. En 1984 elle n'en annonçait déjà plus que 415 000, et aujourd'hui 350 000. La chute d'effectifs du SNI-PEGC, par l'intermédiaire duquel la tendance socialiste UID tient la FEN, a été encore plus spectaculaire : 315 000 syndiqués en 1976 (pour un effectif total d'un peu plus de 400 000 instituteurs et PEGC, soit près de 80 % de syndiqués), 250 000 en 1985, 170 000 aujourd'hui. Second syndicat en importance, le syndicat du secondaire, SNES, de tendance Unité et Action, a bien moins baissé, passant de 80 000 syndiqués au début des années 1980 à 72 000 aujourd'hui. La concurrence devient gênante.

Et dans la guerre des tendances dans la fédération, la majorité de l'UID n'a cessé de se réduire, malgré les modes de calcul des voix très spécial dans la "démocratie FEN", qui permet de corriger beaucoup, au profit de la tendance qui contrôle l'appareil, le vote réel des syndiqués.

La FEN y perdra d'avoir fait naître peut-être un syndicat concurrent en face d'elle. Elle y perdra surtout de voir le nombre de syndiqués dans le corps enseignant chuter encore plus : les syndicats exclus représentent 81 000 syndiqués sur les 350 000 de la FEN et l'autre syndicat menacé, le SNETAA, en représente 20 000. Mais là n'est pas vraiment le problème des dirigeants fédéraux.

LE HOLDING DES MUTUELLES

Se voulant avant tout "syndicat de services", la FEN peut vivre avec bien moins de syndiqués, du moment qu'elle garde ses entrées dans les ministères. Et surtout du moment que les dirigeants actuels, en gardant la direction sans partage d'une FEN même réduite, en gardent les "clients" par un autre biais, par l'énorme tissu de mutuelles enseignantes, où se reclassent en PDG ou chefs de services les anciens dirigeants de la fédération. Car les "clients" sont bien plus nombreux que les syndiqués, et n'ont pas connu d'érosion.

12 mutuelles, 22 coopératives, 26 associations diverses sont regroupées dans le Comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'Education nationale, le CCOMCEN dont le président actuel est un ancien secrétaire général du SNI. Au premier rang sur le plan du budget, et de loin, il y a la mutuelle de santé, la MGEN, qui a le privilège de gérer directement la sécurité sociale des enseignants, et a plus de deux millions de "clients", 9 500 salariés, 43 établissements de santé. La mutuelle d'assurance automobile, MAIF, aussi est l'une des plus grosses mutuelles du genre, et a étendu ses activités en créant en 1983 une coopérative d'achat.

On peut rouler, tousser, écouter la musique, partir en vacances ou partir les pieds en avant "FEN". Ça nourrit plus de bureaucrates syndicaux que la lutte. Et les querelles d'appareil sont aussi à mesurer à l'aune de ces budgets-là.

Olivier BELIN

Grande-Bretagne

Judith Ward libérée

18 ANS DE PRISON POUR RAISON D'ETAT

Il y a quelques mois, lors de la libération des "six de Birmingham", d'autres célèbres victimes de la "Justice" et de la raison d'Etat.

Jones / Gamma

Un nouveau scandale judiciaire a éclaté le 11 mai en Grande-Bretagne, avec la libération de Judith Ward, après 18 années passées en prison.

En 1974, une bombe placée dans un car de l'armée explosait sur l'autoroute M62, près de Liverpool, faisant 12 morts, attentat qui fut revendiqué par la suite par l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA). Quelques heures plus tard la police de Liverpool arrêtait une jeune femme qui dormait à même le sol sous un porche. Judith Ward avait 25 ans et menait une existence marginale entre l'Angleterre et l'Irlande au hasard des rencontres. Elle était fichée pour avoir été vue en Irlande dans des marches organisées par les nationalistes. Qui plus est, elle confessa tout ce qu'on voulait lui faire dire, et même bien au-delà. Les policiers tenaient la coupable "idéale".

Au procès, la seule preuve matérielle présentée contre la jeune femme consistait en un test chimique qui, selon le RARDE (le laboratoire de l'armée qui l'avait effectué), prouvait qu'elle portait des traces de plastic sur les mains. Or déjà à l'époque le RARDE savait que ce test pouvait tout aussi bien révéler la présence de traces de certains cirages ou de cire du type de celle utilisée sur les jeux de cartes.

Non seulement il ne fut pas fait état du peu de fiabilité du test (en fait le chimiste chargé du rapport reçut l'ordre d'un haut-fonctionnaire de n'y faire figurer aucune réserve sur la validité du test), mais l'accusation se garda bien de communiquer les nombreux rapports de police qui faisaient apparaître la jeune fille comme une mythomane s'adonnant volontiers à des confessions aussi spontanées que fantaisistes. Aucune expertise psychologique ou psychiatrique ne fut effectuée.

Tout le dossier de l'accusation reposa sur la confession recueillie par la police, que celle-ci avait soigneusement débarrassée des innombrables incohérences qui y figuraient.

Et c'est ainsi que Judith Ward finit par passer 18 ans de sa vie en prison avant qu'un groupe de parents et de juristes parviennent, au terme d'une interminable série de démarches, à obtenir la révision de son procès et la reconnaissance de son innocence.

Judith Ward est la 18e personne condamnée à être libérée et innocentée après avoir passé entre douze et dix-huit ans en prison. Comme elle, les 17 autres ont été condamnées pour des attentats revendiqués par l'IRA dans les années 1970. Comme elle, elles furent soumis au test du RARDE pour soutenir une accusation qui ne reposait que sur des confessions tronquées. Et pour chacun de ces dix-huit cas, il a fallu tout un réseau complexe de mensonges, de truquages et de rétentions de preuves, pour arriver à arracher des condamnations aux tribunaux.

Les autorités peuvent bien aujourd'hui invoquer l'ambiance "passionnée" qui entoura ces procès, autrement dit l'opinion publique, pour justifier ces scandales judiciaires. Mais le fait est que pour que de telles parodies de justice aient pu se produire, il a bien fallu la complicité active de dizaines de policiers, de fonctionnaires et de magistrats de tous rangs. Et, que cela se soit fait de façon tacite ou explicite, sur l'initiative individuelle ou sur ordre, ce sont bien ces hommes qui sont responsables, sans doute pour bien montrer qu'attentats ou pas, l'Etat britannique ne ferait preuve d'aucune faiblesse ni d'aucune hésitation à frapper ses adversaires. Tout cela au nom de la raison d'Etat, bien sûr.

François ROULEAU

LE LION BRITANNIQUE A PEUR DE L'EAU

Le ministre des Affaires étrangères britannique, Douglas Hurd, a déclaré à Bruxelles le 12 mai que son pays n'entendait à aucun prix abandonner les contrôles de passeports à ses frontières.

"Pour notre protection, nous sommes obligés de maintenir les contrôles de police existants, parce que nous sommes une île", a-t-il ajouté avec le plus grand sérieux. Personne n'a vraiment compris ce qu'il voulait dire. A moins qu'il ait peur de voir la galère britannique sombrer sous le poids des étrangers ? On ne peut y croire...

Des mauvais esprits lui ont alors demandé comment il se faisait, dans ce cas, que les contrôles de police entre l'Irlande et la Grande-Bretagne n'existent plus depuis longtemps. A quoi Hurd a rétorqué que là, il y avait d'autres moyens de contrôle. Sans doute voulait-il parler de la nuée de caméras et d'inspecteurs en civil qui surveillent de part et d'autre toutes les liaisons maritimes et aériennes entre les deux pays, ou encore de la loi de prévention du terrorisme qui permet à la police britannique de détenir chaque année plusieurs dizaines de milliers de personnes, sans contact avec l'extérieur et sans mandat, pendant une semaine, sur simple présomption de lien direct ou indirect avec une organisation nationaliste irlandaise.

Toutes ces déclarations grandiloquentes se révèleront probablement du bluff, tout comme l'ont été celles du Premier ministre Major à Maastricht, ou celles de Thatcher avant lui.

Du bluff, au sens où faire rugir les cocoricos au lion impérial n'a jamais empêché les dirigeants britanniques de faire le contraire le lendemain.

Mais pas seulement du bluff quand même. Parce qu'en Grande-Bretagne même, ces discours prennent des accents franchement xénophobes et chauvins sur les risques d'une immigration qui *"ferait perdre son identité insulaire au pays"* et le menacerait d'un raz-de-marée de drogues.

Risques très sélectifs d'ailleurs puisqu'ils ne s'étendent pas par exemple aux citoyens de Hong-Kong qui seraient prêts à investir dans l'économie anglaise un minimum de 150 000 F payables rubis sur l'ongle. Mais risques qui seraient suffisants pour justifier l'introduction prochaine d'une loi qui rendra très difficile l'obtention du statut de réfugié politique en Grande-Bretagne. Et ça, ce n'est pas du bluff.

F.R.

Irlande

Ah, si la maîtresse de l'évêque avait connu l'avortement !

Eamonn Casey, évêque de Galway en République d'Irlande, a déclenché un beau scandale lorsque la presse a fait savoir qu'il avait un fils de 17 ans quelque part aux Etats-Unis. Fidèle à l'hypocrisie virulente de son Eglise, il n'avait pas eu recours à l'avortement.

L'Eglise catholique d'Irlande, qui s'est fait remarquer récemment en prétendant faire payer doublement à une fillette de 14 ans le fait d'avoir été mise enceinte par un violeur, n'a pas eu la reconnaissance du ventre. Elle aurait pu remercier son évêque d'avoir donné un aussi bon exemple. Las, elle l'a invité à se démettre.

Depuis, le malheureux père a rendu sa mitre et... pris la poudre d'escampette. Il faut dire que non content d'avoir escroqué ses paroissiens en faisant croire à une chasteté frauduleuse, il semblerait bien s'en être pris également à leur porte-monnaie.

C'est que la mère de son enfant faisait chanter le bon père depuis des années et de plus en plus haut : ces derniers temps elle avait monté ses prix à plusieurs centaines de milliers de francs par versement.

Mais du coup, les paroissiens au bon cœur qui avaient commencé par signer une pétition pour réclamer le retour de leur évêque, se sont mis à poser des questions : par exemple d'où venait l'argent de ces largesses, et comment le bon père avait-il donc pu payer la BMW rutilante qu'il conduisait ou la Mercedes qui l'avait précédée.

Aujourd'hui, d'aucuns suggèrent que l'évêque déchu pourrait avoir suivi tant de ses compatriotes en émigrant en Angleterre. Au moins, là-bas, l'Eglise catholique verse depuis peu des allocations... aux enfants de ses curés fauteurs.

Allemagne

LES GRÉVISTES DES SERVICES PUBLICS MONTRENT L'EXEMPLE

Les travailleurs des services publics d'Allemagne, qui ont mené une grève de onze jours déclenchée et jalousement contrôlée par leur principal syndicat, l'OTV, n'acceptent pas tous le compromis passé entre ce dernier et les employeurs. On a pu voir ici à la télévision des travailleurs exprimer leur mécontentement.

Piel / Gamma

Postiers en grève.

LES TRAVAILLEURS TROUVENT QUE CE N'EST PAS VRAIMENT ASSEZ

Les travailleurs allemands ne s'attendaient certes pas à obtenir les 9,5% mis en avant au départ. Ces négociations salariales annuelles par branche conduisent traditionnellement les deux parties à en rabattre sur leur mise initiale. Mais bon nombre de grévistes des services publics espéraient davantage. Les 5,4% concédés paraissent maigres, même si l'introduction d'une prétendue "composante sociale" permet de donner un coup de pouce aux salaires les plus bas qui augmenteraient de 6,2%, et aux salaires moyens qui augmenteraient de 5,87% dans l'année à venir (ces derniers représentant plus de 80% des salaires des services publics). Mais comme le pays a connu cette année une inflation de 4 à 5%, contre 2 à 3% les années précédentes, due en grande partie aux augmentations d'impôts et taxes diverses décidées par l'Etat, et qui grèvent le budget des salariés, les 5,4% que la direction syndicale présente aujourd'hui comme un "bon résultat" sont davantage un rattrapage qu'une augmentation.

Le sentiment des plus combatifs est que la grève menée et son retentissement méritaient davantage. Pourquoi ne pas tenir le coup encore, et bousculer davantage le jeu des patrons et de leur Etat ?

Mais les dirigeants syndicaux, du moins ceux qui sont tout là-haut à palabrer avec les ministres et que les travailleurs appellent des "bonzes", se méfient des grèves trop réussies qui décuplent la force et la conscience des travailleurs. L'appareil syndical en organise bien peu, et même s'il y gagne généralement en crédit et en adhésions, ne serait-ce que parce qu'il gère de grosses caisses de grève, il ne tient pas à ce que les conflits durent trop longtemps et fassent trop mal aux patrons. Et face à cet appareil dont la représentativité est - jusqu'à nouvel ordre - communément admise, dans un cadre légal voulu et rôdé par la bourgeoisie elle-même, il n'est pas facile aux travailleurs et militants qui le voudraient de faire prévaloir une autre politique, quand bien même elle correspondrait aux aspirations d'un grand nombre. La bureaucratie syndicale est une machinerie puissante en Allemagne.

Cela dit, les savants calculs des "bonzes" peuvent être bousculés si ce n'est déjoués. Ils le sont un peu. Ne serait-ce que parce qu'il est de notoriété publique que des grévistes ne sont pas satisfaits des 5,4% proposés, qu'il y a sur la question de vives discussions dans le pays, des meetings un tantinet houleux dont les médias se font l'écho. Il semblerait que tout l'appareil syndical ne soit pas non plus unanimement partisan de s'en arrêter là. Et le référendum organisé auprès des syndiqués, du lundi 11 au mercredi 13 mai, dont les résultats seront connus le 14, pourrait ne pas apporter à la dirigeante du syndicat, Monika Wulf-Mathies, l'approbation massive qu'elle aurait souhaitée.

LES PATRONS TROUVENT QUE C'EST VRAIMENT TROP

Pourtant, du côté patronal, on est loin de crier victoire. Et c'est un fait que ces 5,4% représentent plus que ce que les patrons auraient voulu céder cette année. Les ténors du monde patronal et gouvernemental - et Kohl lui-même - avaient annoncé un "tournant" dans la politique salariale. Ils avaient annoncé qu'il n'était plus question de donner davantage que 3 à 4%. Ils avaient promis un quasi-blocage des salaires. Mais les grèves les ont contraints à moduler leur plan.

Cela dit leurs lamentations et imprécations contre les travailleurs de l'Ouest en général et les grévistes en particulier continuent. La grande presse pro-patronale étale dans ses colonnes les milliards de marks que la grève aurait coûtés. Elle présage les chômeurs supplémentaires que ne pourraient manquer d'engendrer les frais occasionnés à l'Etat fédéral, aux Etats régionaux et aux communes de l'Ouest comme de l'Est par les 5,4% d'augmentations. Parce qu'il y aurait moins d'argent pour embaucher dans les services publics eux-mêmes, ou parce qu'il y aurait moins d'argent à transférer au privé pour qu'il investisse et crée prétendument des emplois, en fait des profits y compris en licenciant. Bref, dans ce contexte mondial de concurrence économique exacerbée, les ravages de la grève et des augmentations de salaires seraient énormes, pleurent les patrons.

LES TRAVAILLEURS D'ALLEMAGNE SERAIENT DEVENUS LES PLUS MAUVAIS DU MONDE !

Mais le vrai succès des grévistes d'ores et déjà, est d'avoir montré qu'une majorité de travailleurs d'Allemagne, du public comme du privé, ne marche pas dans cette propagande. Par-delà ces quelques pourcents en plus obtenus, la classe ouvrière allemande a affirmé par la grève qu'elle ne se tenait pas pour responsable des difficultés économiques - ou prétendues telles - qu'elle avait au contraire suffisamment donné, et que c'était au monde patronal de prendre sur ses profits colossaux. Et c'est comique de voir comment cette classe ouvrière présentée jusqu'alors comme la plus "appliquée" et "studieuse" du monde est devenue soudain, avec la grève, si l'on en croit les journalistes bourgeois d'Allemagne, de France et de Navarre, la plus nonchalante, absentéïste et coûteuse !

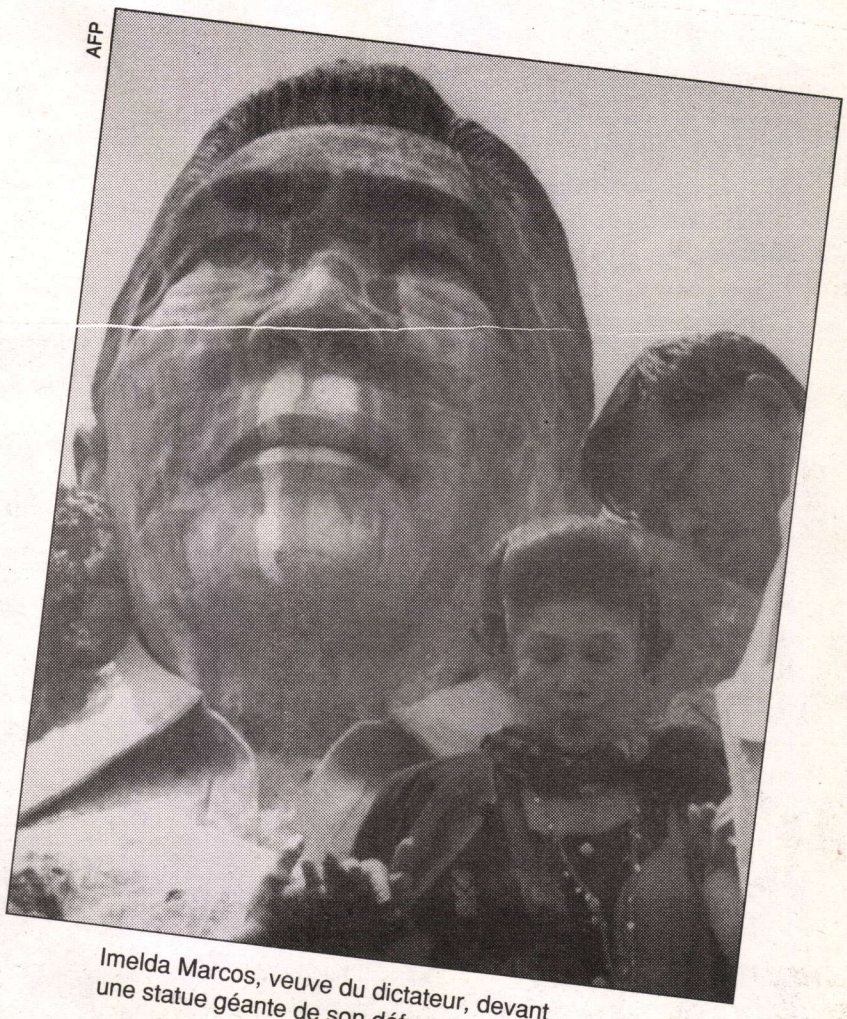
L'épreuve de force engagée en Allemagne entre le mouvement ouvrier et les patrons, même si le premier est dirigé par des dirigeants réformistes qui ne veulent pas utiliser toute la force et la conscience des travailleurs, est en tout cas un exemple pour tous les travailleurs.

Michelle VERDIER

Elections aux Philippines

Sous la comédie démocratique

LA DICTATURE DES GRANDES FAMILLES


AFP

Imelda Marcos, veuve du dictateur, devant une statue géante de son défunt époux.

La démocratie régnerait donc paraît-il, aux Philippines, puisque les élections générales viennent d'y avoir lieu, pour désigner d'un coup le nouveau président, les députés et jusqu'aux conseillers municipaux. Mais une démocratie à l'image des pays pauvres, dans laquelle les comédies électorales masquent d'autant moins la domination des grands propriétaires et des banquiers qu'ils sont eux-mêmes candidats à la plupart des postes.

Vogel/Gamma

Enfants fouillant une décharge de Manille.

Le scrutin était à peine achevé que la question se posait déjà de savoir si les différents clans en présence respecteraient, ou pas, le verdict sorti sinon des urnes, du moins du décompte officiel des voix. Plusieurs, parmi les principaux candidats à la succession de la présidente Aquino, n'avaient nullement fait mystère de leur ferme intention de ne reconnaître l'élu qu'à la condition que ce soit eux. Et pour pouvoir contester le résultat avant même qu'il ne soit proclamé, les plus riches coalitions en présence ont mis sur pied leur propre appareil de "surveillance" des élections et de comptage des bulletins. La palme revient sans doute au chef du cartel de la noix de coco, un ancien dignitaire du régime du dictateur Marcos, dont la luxueuse villa-forteresse a été truffée d'ordinateurs, programmés pour produire un résultat conforme aux vœux de leur propriétaire.

Les candidats les mieux placés, pour l'emporter en voix ou éventuellement par la force, sont tous représentants ou même membres des grandes familles de milliardaires qui dominent la vie économique et politique du pays, et qui maintiennent dans la misère la majorité des 63 millions d'habitants de l'archipel dont le revenu moyen se situe autour de 10 francs par jour par habitant.

La présidente sortante, Cory Aquino, avait accédé au pouvoir en 1986 avec l'approbation des Etats-Unis, dont l'armée était alors très présente dans le pays, et de toute une partie de la bourgeoisie philippine, lassée d'être réduite à la portion congrue par Marcos et ses partisans. Aquino, grande bourgeoise appartenant à l'une des principales familles de l'archipel, avait bénéficié du soutien de l'Eglise et des illusions des pauvres, au moins dans les premiers temps. Les ouvriers, les paysans et les chômeurs espéraient que la fin de la dictature mettrait un terme à leur misère. Il n'en a rien été : Aquino, étroitement surveillée par l'armée philippine censée la protéger contre des putschs à répétition (six en six ans), n'a été que l'otage consentante de l'oligarchie qui domine le pays.

UNE RÉFORME AGRAIRE VITE ENTERRÉE

La réforme agraire, en particulier, si souvent promise pour faire patienter les malheureux, a été rapidement enterrée. Les 10 % de Philippins qui possédaient 90 % des surfaces cultivables, les ont conservées. Tout un symbole : la réforme a été ridiculisée dans la propre propriété familiale des Aquino. Les dirigeants de la ferme géante possédée par le père de la présidente, une énorme exploitation sucrière de 6 431 hectares, se sont contentés de distribuer aux ouvriers agricoles un petit pourcentage sur les bénéfices, avant de déclarer l'affaire close.

Il en a été de même, souvent en pire, dans tout le pays. Les potentats de la noix de coco et du sucre ont conservé intact l'essentiel de leurs droits.

Les banquiers internationaux, aussi, ont été servis, et bien servis. Priorité a été donnée au remboursement de la dette, aux dépens des services les plus essentiels. A tel point que les opérations électorales ont dû se dérouler à la bougie, car dans les grandes villes le courant manque plusieurs heures chaque jour.

Même les dignitaires les plus corrompus du régime de Marcos ont récupéré leurs propriétés, comme Danding Cojuanco, un cousin de Cory Aquino. Ce sinistre personnage qui avait d'abord suivi Marcos dans son exil américain est retourné au pays en 1989. C'est aujourd'hui l'un des candidats à la présidence. Celui-là même qui dirige le cartel de l'huile de coprah, extraite de la noix de coco, et qui fait tourner ses ordinateurs.

EX-GÉNÉRAL, ET FUTUR PRÉSIDENT ?

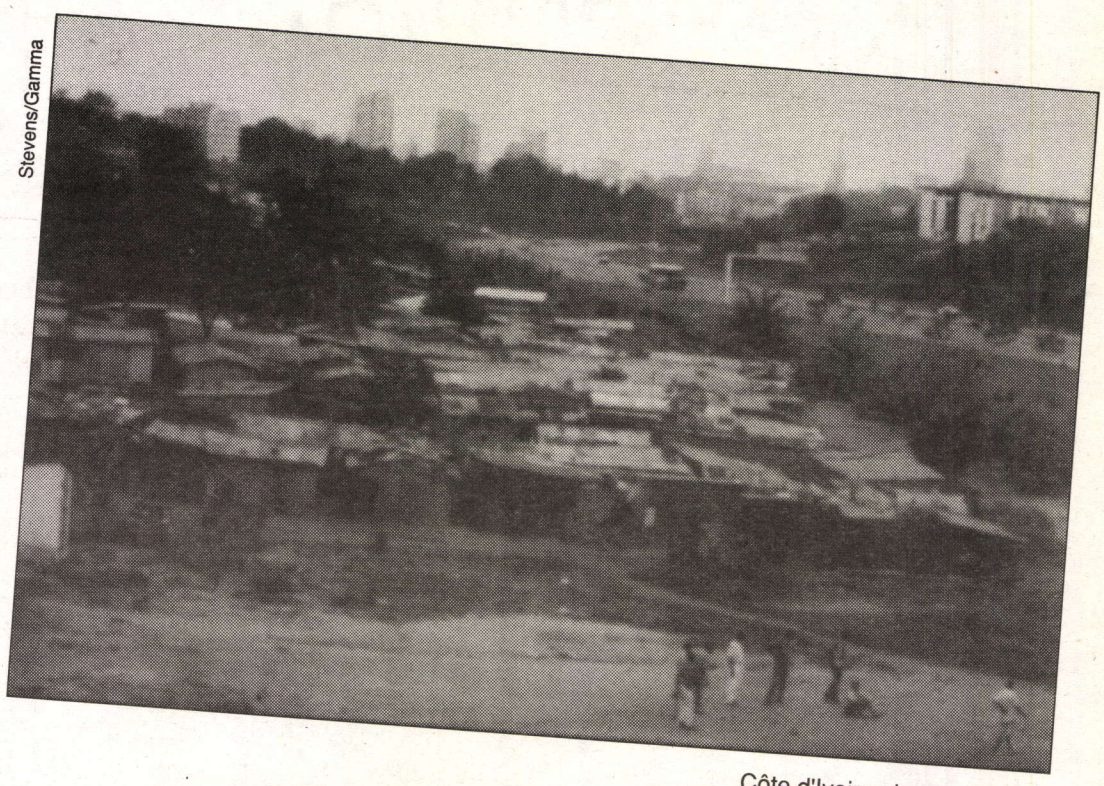
La plupart des gros banquiers et des grands propriétaires philippins ne tiennent pas à voir revenir dans la place un concurrent si vorace. Ils ont finalement décidé de jouer la sécurité en soutenant le candidat présenté par la présidente sortante, l'ex-général Ramos. Lui aussi a été en place sous Marcos, en tant que responsable de la loi martiale, avant de se retourner contre la dictature. Ce général, devenu vice-président de la nouvelle "démocratie", n'a cessé de reprocher à Cory Aquino son prétendu radicalisme. L'homme offre toutes les garanties propres à satisfaire la majorité des richards philippins, et les dirigeants américains.

D'après les premiers résultats, très partiels (le transport des urnes puis le dépouillement devraient durer des jours), Miriam Santiago, un magistrat qui a rallié au dernier moment les suffrages des jeunes des villes par une virulente dénonciation de la corruption, arrive en tête avec Ramos.

Mais que les apparences de la démocratie soient sauves, ou pas, aux Philippines, et la seconde hypothèse est la plus probable, les grandes familles resteront entre elles aux commandes du pays. La dictature sociale des riches sur les pauvres continuera de peser de tout son poids. Le peuple n'aura eu, de toute façon, au mieux, que le droit de choisir ceux qui l'opprimeront durant les prochaines années. Par-delà les formes, c'est cela d'ailleurs le fond de toute démocratie. Et pas seulement aux Philippines.

Pierre VERNANT

Privatisations en Afrique



Stevens/Gamma

Côte d'Ivoire : les bidonvilles d'Abidjan avec, au fond, les tours des grandes sociétés occidentales.

UNE JUTEUSE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES ET LES MARGOULINS

Cet article a été publié dans le n° 206 du 19 avril 1992 du mensuel trotskyste *Le Pouvoir aux Travailleurs* édité par l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes.

Afin d'éponger leurs dettes, les Etats africains, sous la pression du FMI, cherchent depuis quelques années des clients pour brader leurs entreprises qui peuvent encore l'être. Ainsi, rien que pour l'Afrique noire francophone, il y aurait plus de 500 sociétés d'Etat à privatiser. Le projet de privatisation remonte jusqu'au début des années 1980 pour la plupart de ces pays. Mais, jusqu'ici, seules quelques entreprises plus ou moins en bon état, c'est-à-dire rentables immédiatement, ont trouvé acquéreurs.

QUELQUES EXEMPLES

C'est ainsi par exemple qu'au Togo, sur cinquante sociétés "privatisables" depuis 1983, seules onze ont été vendues, trois mises en location pour un prix dérisoire et seize liquidées, le personnel purement et simplement licencié.

Au Sénégal, c'est depuis 1987 que l'Etat, par l'intermédiaire du Commissariat général de la réforme du secteur public, cherche des preneurs pour ses quarante-neuf sociétés à vendre. Vingt et une ont trouvé preneurs, onze ont été liquidées et deux autres sont en voie de liquidation.

En Côte-d'Ivoire, il y aurait 140 sociétés d'Etat à privatiser. Certaines ont trouvé acheteurs. C'est le cas de l'EECI (Energie Electrique de la Côte-d'Ivoire) achetée par la SAUR (une filiale du groupe Bouygues) et par l'EDF. L'EECI est ainsi devenue CIE (Compagnie Ivoirienne de l'Electricité). La CI-Télécom est également en passe d'être privatisée. Elle passera dans les mains de la même SAUR couplée avec France-Télécom. C'est aussi le cas de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) convoitée par Elf et Total. D'autres sociétés vont suivre le même chemin. C'est la même chose qui se prépare dans les autres pays comme le Cameroun, le Congo et le Bénin, etc.

La privatisation est non seulement un moyen pour nos Etats d'avoir de l'argent frais à disposition, mais aussi, par la même occasion, de faire le "dégraissage" exigé par le FMI. Ceux qu'on appelle les "dégraissés" ou les "déflatés" vont ainsi grossir les rangs des chômeurs.

Les entreprises nationalisées sont en général pour les dirigeants un moyen de caser leurs proches. C'est un moyen par lequel ils prélèvent leurs prébendes de l'exploitation des travailleurs. Ces entreprises, qui sont véritablement leur vache à lait, leur permettent de détourner les deniers de l'Etat. Les déficits élevés des entreprises nationales, dont on se sert pour justifier les privatisations, résultent pour une large part de ces prélèvements.

C'est ainsi qu'en Côte-d'Ivoire, entre 1982 et 1988, les entreprises dont l'Etat était propriétaire à 100% ont connu un déficit de 85 milliards de francs CFA (1). Les entreprises nationales (dont l'Etat possède au moins les 51% du capital) totalisent à elles seules 54% de la dette extérieure de la Côte-d'Ivoire. Les capitalistes qui se sont associés à l'Etat n'ont rien perdu. Bien au contraire, ils se sont engraissés d'autant plus que l'Etat prenait en charge les déficits pendant qu'eux engrangeaient les bénéfices. Au Congo, ce sont 400 milliards de francs CFA qui ont ainsi été engloutis par les entreprises d'Etat entre 1986 et 1990.

Et si beaucoup de sociétés d'Etat n'ont pas encore trouvé d'acquéreur, c'est parce que les charognards qui sont sur la liste des prétendants pensent qu'il vaut mieux attendre encore plus afin de faire baisser les enchères. A ce propos, un patron français déclare qu'"*il faut laisser la situation se dégrader encore plus. On pourra alors ramasser des affaires à la pelle pour des bouchées de pain*".

RENTABILITE ECONOMIQUE ET UTILITE SOCIALE

Certaines sociétés ne trouveront probablement jamais d'acquéreur, car elles ne sont pas rentables du point de vue des capitalistes. Notons ici que ce n'est pas parce qu'une entreprise n'est pas rentable d'un point de vue capitaliste qu'elle n'est pas nécessaire du point de vue social, humain. Du point de vue de la satisfaction des besoins même élémentaires, l'Afrique n'a pas trop d'entreprises, mais pas assez. Mais la rentabilité d'une entreprise capitaliste se mesure à sa capacité de rapporter du profit à son propriétaire. Et si elle n'en rapporte pas, tout simplement parce que ceux qui sont dans le besoin n'ont pas assez d'argent pour acheter le produit au prix qui inclut le profit du propriétaire, eh bien, l'entreprise n'est pas rentable. C'est dire que, par exemple, des entreprises des services publics, comme la production de l'électricité et même la production des biens de consommation indispensables, devraient fonctionner même si elles ne sont pas "rentables" du point de vue capitaliste, quitte, en effet, à ce que l'Etat les subventionne. Ce ne serait pas une plus mauvaise façon d'utiliser l'argent que le fait d'acheter des armes ou de remplir les poches de nos dirigeants.

DES PROJETS BIDON

Mais il est vrai que certaines des entreprises qui vont être fermées ne sont même pas nécessairement utiles à la société car, à leur origine, elles ont été construites dans le seul but d'offrir un contrat juteux à une grande société occidentale et un gros pourboire pour le dirigeant qui a servi d'intermédiaire. C'est par exemple le cas de cette unité sidérurgique du Togo qui a été construite à coups de milliards dans un pays qui ne dispose ni de gisement de fer ni de débouchés. Même lors de son inauguration, il a fallu démonter le vieil équipement portuaire de Lomé pour faire tourner l'usine qui ne disposait pas de matières premières.

De nombreuses sociétés de ce type ont été créées "clé en main" dans les années 1970 au moment où, en Europe et aux Etats-Unis, la crise économique avait ralenti les investissements. Sous prétexte d'aide au développement, de nombreux trusts et de nombreuses banques ont incité les Etats africains à s'endetter. Ces dettes étant garanties par les Etats riches, les banquiers et les trusts n'avaient aucune crainte de non-remboursement. Des milliards de francs ont ainsi été accordés pour construire, par exemple en Côte-d'Ivoire, des usines de canne à sucre dont on savait par avance qu'elles étaient à fonds perdus, car il n'y avait pas suffisamment de canne à sucre dans le pays. Dans ce même pays, des ur- rages ont été construits, à la même pé le, dans des endroits où il n'y avait pas fi- samment d'eau pour les alimenter. ns d'autres pays, on a construit des cons e- ries de viande tout en sachant qu'il n'y ait pas suffisamment de bétail pour app vi- sionner l'usine. Les prix de ces inves e- ments ont été d'autant plus gonflés q es ministres qui signaient les contrats e- naient des commissions en fonctic du montant. C'est ainsi qu'au Bénin, par exemple, un complexe minier, prograi mé au début à 12 milliards de francs CF , a finalement coûté plus de six fois son prix de départ. Comme on le voit, ce n'est pas de l'argent perdu pour tout le monde.

Avec les privatisations en cours, il y aura de nouvelles affaires juteuses pour les trusts, mais aussi pour nos dictateurs. Ce sont les mêmes qui, à l'aller comme au retour, se rempliront les poches. Mais la coalition de ces gens-là est en train de détruire l'économie. Ce n'est pas pour rien que la production industrielle stagne ou recule en Afrique, bien plus encore qu'à l'échelle de l'ensemble de l'économie mondiale, déjà en crise. Les quelques usines rentables, rachetées par les capitalistes, seront poussées à être encore plus "rentables", en vendant leur production plus cher et en mettant une partie de leurs ouvriers à la porte. Les autres iront de plus en plus mal. Le capitalisme colonial a exploité l'Afrique en pillant ses richesses. Le capitalisme "moderne" l'exploite de plus en plus par l'usure, sans rien créer, mais, au contraire, en détruisant pour payer la dette.

Il est temps, mais vraiment temps, de mettre fin à ce système, avant que toute l'Afrique et ses classes pauvres n'en crèvent.

(1) 1 franc CFA = 2 centimes.

LA PREPARATION DU SOMMET DE LA TERRE

BEAUCOUP DE PAROLES EN L'AIR!

La Commission Européenne de Bruxelles peaufine un texte qu'elle doit soumettre aux douze pays de la Communauté Européenne en vue du "Sommet de la Terre", cette réunion consacrée à "l'environnement et au développement" qui doit se tenir à Rio-de-Janeiro du 3 au 14 juin.

Plus de quatre-vingts chefs d'Etat et de gouvernement vont assister à ce sommet où ils seront censés discuter de la politique à adopter vis-à-vis de la pauvreté, de la consommation, de la santé, de la protection de l'atmosphère, des déchets dangereux, des déchets radioactifs, etc. : la liste des thèmes à discuter est très longue.

On n'aura pas le temps de tout aborder, mais on discutera quand même, c'est sûr, nous dit-on, des moyens de lutter contre "l'effet de serre". "L'effet de serre", ce sont les conséquences que le réchauffement de la Terre, qui serait lui-même, une conséquence probable de l'augmentation du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère, pourrait avoir. On ne sait pas très bien ce que cela pourrait donner (la fonte des glaces du pôle, par exemple, et la montée du niveau des océans…)… et le plus sage serait sans doute de ne pas jouer les apprentis sorciers. Seulement, si le taux de gaz carbonique dans l'atmosphère augmente c'est en particulier à cause de la production et de l'utilisation de grandes quantités d'énergie dans les pays riches. Les Etats-Unis, par exemple, déversent dans l'atmosphère au moins 20% des gaz qui provoqueraient cet "effet de serre". Et plus des trois quarts des 400 millions de véhicules en service sur l'ensemble de la planète, produisant une partie de ces gaz, appartiennent… à un quart de l'humanité. Dans les pays riches. Et ce qui est certain, c'est que les représentants de ces pays riches sont tout à fait disposés à payer des experts pour analyser les problèmes et proposer des solutions, et même à en discuter.

Mais quant à les adopter, c'est une autre affaire !

La Commission de Bruxelles doit proposer, la création d'une "éco taxe", une sorte d'impôt sur l'énergie, dans le but de favoriser les économies d'énergie, polluante. Mais le CNPF en France, et plusieurs branches industrielles européennes, ont déjà fait connaître leur opposition à cette taxe qui entraînerait, d'après eux, une "fuite" des investissements et des industries consommatrices d'énergie vers les pays qui ne la feraient pas payer. Du coup, la Commission de Bruxelles devrait d'ailleurs proposer, comme condition à la création de cette éco taxe, qu'elle soit également adoptée par les Etat-Unis et le Japon ! Or, Bush a déjà fait savoir, dès le mois de mars, lors d'une réunion préparatoire à la conférence de Rio, qu'il n'était pas question de fixer des plafonds aux émissions de gaz carbonique, l'économie américaine ne pouvant pas se permettre de telles limitations, ni de payer une "éco taxe". Voilà qui permet de connaître à l'avance les résultats de ce futur sommet mondial de l'écologie.

Dans les autres domaines, tout est à l'avenant. Dans cette conférence officiellement destinée à *"définir la politique de la prochaine décennie"*, on dissertera sur la sauvegarde de la forêt tropicale, sur la démographie, sur l'effet de serre, sur la nécessité de recycler les déchets, etc. Mais avant, pendant, et après, les grandes puissances industrielles continueront à polluer ; ou, si elles l'estiment rentable, à exporter leurs usines les plus polluantes, et leurs déchets vers les pays moins développés. L'avenir des bénéfices des trusts passe d'abord ; l'avenir écologique des pays riches, quand il ne va pas à l'encontre de ces bénéfices, on peut y penser à la rigueur.

L'avenir de la planète, on peut en parler. Mais faire quelque chose pour qu'il ne soit pas trop moche, sûrement pas : cela coûterait trop cher aux capitalistes !

S.F.

Ex-Yougoslavie

Les pays de l'Europe occidentale viennent de concrétiser les menaces qu'ils faisaient planer depuis un certain temps sur le gouvernement de Belgrade. Accusé d'avoir une part de responsabilité prépondérante dans les affrontements armés qui ensanglantent l'ex-Yougoslavie, le pouvoir serbe vient d'être sanctionné par les pays de la CEE.

Parmi les mesures décidées à l'encontre de la Serbie et du Monténégro qui viennent de créer à eux deux une nouvelle Fédération yougoslave, il y a le rappel immédiat des ambassadeurs des douze pays de la CEE en poste à Belgrade, la non-reconnaissance de cette nouvelle Fédération, la suspension de la Yougoslavie des travaux de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, son exclusion de l'OCDE dès la semaine prochaine, ainsi que le gel des biens de l'ancien Etat yougoslave à l'étranger.

Le gouvernement de Belgrade avait bien, quelques jours auparavant, fait des gestes qui auraient pu être considérés comme bienvenus par les Occidentaux, telle la mise à l'écart d'une quarantaine de généraux et amiraux. Mais rien n'y a fait, la purge qui a pourtant touché des cadres de l'armée serbe considérés comme des nationalistes intransigeants, a été considérée par les commentateurs occidentaux, non sans raison, comme un pas de plus vers la constitution d'une armée exclusivement serbe, voire un simple rajeunissement des cadres de cette même armée.

Certes, le gouvernement de Belgrade n'a nulle intention de retirer ses troupes de Bosnie-Herzégovine. Tout au plus entend-il les redéployer quelque peu différemment en constituant une armée composée exclusivement de Serbes originaires de Bosnie-Herzégovine. Cent mille soldats peuvent ainsi être levés.

Les décisions prises par les pays de l'Europe de l'Ouest resteront sans doute pour l'essentiel symboliques et risquent de ne pas peser sur la situation réelle et les conflits en cours. Mais il faut tout de même constater que dans le même temps, ces pays manifestent une modération visible vis-à-vis des autres nationalismes. Ils lancent leur ultimatum à la Serbie, mais ils ne font que conseiller aux autorités croates de faire *"tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter l'incursion en Bosnie-Herzégovine de forces militaires et paramilitaires, ainsi que la contrebande d'armes"* forces qui pourtant jouent un rôle majeur dans la perpétuation des combats. Et dans le langage diplomatique la formule employée, "tout ce qui est en leur pouvoir", laisse évidemment une grande latitude aux nationalistes croates.

Si l'appareil d'Etat serbe opprime incontestablement un certain nombre de minorités sur son territoire et si, en tentant d'aggrandir celui-ci, il se prépare à en opprimer d'autres, dans le drame que traverse aujourd'hui la population de l'ex-Yougoslavie, il est

Russie

L'équipe Eltsine (gouvernement russe) affrontant l'équipe Popov ("gouvernement de Moscou"). Pour l'instant sur un stade...

Gavril Popov, maire de Moscou et politicien russe en vue des milieux dits "démocrates", a publié, le 12 mai, dans *Libération* une tribune libre intitulée *"Nécessité d'un régime fort en Russie"*.

AFP

VERS UN PARTAGE ETHNIQUE DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE ?

trop simple de dire qu'il n'y a qu'un agresseur, en l'occurrence la Serbie, et des victimes, les nationalistes slovènes, macédoniens, croates ou bosniaques. Il y a de tous côtés des clans représentant les intérêts des privilégiés des diverses Républiques qui, exploitant les micro-nationalismes, entendent agrandir leurs propres fiefs. Et c'est à partir d'une telle situation que s'est enclenchée une logique d'affrontement, si on peut parler de logique dans ce déchaînement sanglant.

Il n'est d'ailleurs que de voir l'attitude des nationalistes croates qui d'un côté se posent en alliés des Musulmans contre les Serbes en Bosnie-Herzégovine, mais qui d'un autre côté n'hésitent pas à entamer des pourparlers avec ces mêmes nationalistes serbes en vue d'un redécoupage de la Bosnie-Herzégovine.

Début mai, en Autriche, a eu lieu une rencontre entre dirigeants serbes et croates de Bosnie. Les discussions ont porté sur un éventuel partage territorial de leur République, partage qui devrait amener le dessin d'une nouvelle carte de la Bosnie-Herzégovine d'ici à fin mai, paraît-il.

Comme quoi, tous ces nationalistes, adversaires les uns des autres peuvent, parfois aussi être complices pour dépouiller un troisième protagoniste. Et dans toutes ces affaires le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les droits démocratiques n'ont pas droit de cité. Seul compte, pour les gangs nationalistes et les petites bourgeoisies intéressées, le souci d'accroître les territoires qu'ils peuvent contrôler.

AFP

Soldat serbe devant une mosquée de Bosnie.

"PASSAGE AU MARCHÉ" ET "RÉGIME FORT"

LES RÊVES CHILIENS DES "DÉMOCRATES

A dire vrai, l'idée n'est pas nouvelle, cela fait des mois et des mois que les différentes fractions qui se disputent le pouvoir dans l'ex-URSS invoquent la nécessité d'un "pouvoir fort". Et les prétendus "démocrates" à la Eltsine, Popov et compagnie n'ont pas été les derniers à le faire, même s'ils ont, ces derniers temps, mis une sourdine à leurs déclarations enflammées en faveur d'une solution à la Pinochet ou à la sud-coréenne. Serait-ce que leurs conseillers occidentaux en communication - parmi lesquels le célèbre Séguéla - leur auraient suggéré de moins mettre en avant ces références trop explicites à des dictatures parmi les plus sanglantes de la planète, s'ils voulaient se voir décerner, par l'Occident, un label de "démocrates" ? Mais, chassez le naturel, il revient au galop...

LE "RÉGIME FORT" SELON POPOV

Popov, par exemple, constate que *"majoritairement, les Russes sont opposés à l'économie de marché (et) que l'économie de marché manque à s'instaurer par pénurie de soutien populaire, d'entrepreneurs, de législation pour protéger les investissements et de forces de l'ordre pour protéger les investisseurs"*. La conclusion qu'il en tire, lui le partisan déclaré du "marché", est la suivante : *"Qu'on le veuille ou non, il faut constater que le passage au marché exige un pouvoir fort"*.

Et il précise en quoi consisteraient les tâches de ce "régime fort" : *"Protéger les entrepreneurs (qui) risquent continuellement de tout perdre à cause de la situation sociale" ; "Envoyer en prison (les gens) qui ne trouvent rien de mieux à faire que de briser les vitrines (des) magasins privés qui pratiquent des prix élevés"* ; permettre à *"une intelligentsia (formée) d'intellectuels, de fonctionnaires, de militaires, de gens du KGB (...) de mener à bien les changements auxquels elle aspire (...) sans être obligée de se présenter régulièrement au suffrage des urnes, sans subir (...) de sanction populaire"*.

Quant aux couches sociales sur lesquelles s'appuyerait ce "régime fort" pour contrer l'opposition de la majorité de la population, là encore les choses sont dites clairement. Ainsi, à côté des "intellectuels" que seraient les fonctionnaires, militaires et agents de la police politique, selon Popov, ce dernier affirme qu'*"une autre constatation s'impose : à part l'appareil* (la bureaucratie du parti et de l'Etat) *il n'y a pas de force capable de gérer et d'administrer l'économie, (...) l'ancien appareil devra prendre une part active aux transformations sous un régime propice à la réforme"*. Et pour que le tableau soit complet, avec une sincérité presque touchante, il ajoute : *"La situation dans le pays est tellement critique que plus les gens feront des affaires et mieux ce sera. J'accepte donc tous les entrepreneurs, que ce soient les mafieux ou d'anciens partocrates"*.

POPOV CANDIDAT A LA PLACE D'ELTSINE ?

Evidemment, Popov n'est pas aussi naïf qu'il y paraît ; la fin de son article oscille entre les questions du type *"Boris Eltsine saura-t-il faire (cela) pour devenir notre Juan Carlos ?"* et des commentaires assassins sur le fait qu'Eltsine *"aura du mal à entrer dans ce rôle"* du fait de son passé d'*"ancien secrétaire local du parti (et de sa propension à se laisser) entraîner dans des actions ponctuelles qu'il se voit ensuite obligé d'annuler"*.

On l'aura deviné : Eltsine n'est pas à la hauteur de la situation, tandis que Popov, lui... En tout cas, il y a quelques semaines, il affirmait dans la presse russe qu'il se verrait bien président de Russie.

P.L.

ARC

La délinquance dans les statistiques

ET LE DÉLIT DE LICENCIEMENTS ?

Lemire/Gamma

Enterrement des victimes de Furiani : des crimes du fric que ne comptabilisent guère les statistiques

Les chiffres de la délinquance, surtout petite, auraient augmenté de 7,2% cette année par rapport à l'année dernière. Ce serait une année record, après les fortes augmentations des deux années précédentes, et il y aurait un million de crimes et délits de plus qu'en 1980.

Tout d'abord, il ne s'agit que d'une statistique qu'il faut interpréter avec prudence. Il ne s'agit pas de l'ensemble des crimes et délits commis en France, mais des faits constatés ou dénoncés. Selon les cas, cela gonfle ou minore les faits réels. 60% des affaires constatées ou dénoncées ne sont pas vérifiées et jamais élucidées. Le vol déclaré à la police puis à la gendarmerie, par exemple, sera compté deux fois. Mais en revanche, les petits vols ne sont pas toujours comptabilisés dans les plaintes dans les commissariats, etc.

En outre, la hausse impressionnante de certains chiffres (ceux des viols, des violences conjugales ou des mauvais traitements à enfants), est due à la disparition progressive de la loi du silence à leur sujet. Et certains des chiffres qui, eux, collent à la réalité des faits, comme ceux des homicides, restent stables.

On voit donc que de tels chiffres ne traduisent pas exactement la réalité.

Cela dit, certains responsables de la police ont fait des déclarations, prudentes, mais qui confirment l'augmentation de la petite délinquance. Eux-mêmes constatent que cette évolution suit fidèlement la courbe d'augmentation du chômage. Il n'y a pas de mystère : plus la disparité entre la richesse affichée pour les uns et le dénuement des autres est grande, plus le nombre de vols augmente.

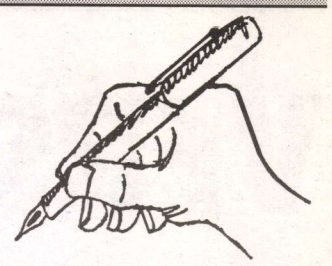
Et puis, qu'est-ce que cette société considère comme un délit ou un crime ?

Le même jour où on annonçait ces chiffres, le journal *Le Parisien* rapportait qu'une maman de six enfants avait été condamnée à un an de prison, qu'elle avait déjà fait sept mois de préventive... pour avoir refusé de ramener deux de ses filles à la bonne date dans un foyer de la DDASS (l'Assistance publique) !

A combien seront condamnés les véritables responsables de la catastrophe de Furiani ? Quant à tous les licencieurs qui mettent des mères de familles nombreuses de 40 ans en situation de se voir retirer la garde de leurs enfants, parce qu'elles doivent changer trop souvent de domicile pour qu'ils suivent une scolarité régulière, sont-ils dans les statistiques des crimes et délits ? Et pourtant...

H. C.

Une employée d'agence de la région parisienne nous écrit : *À L'ANPE COMMENT FAIRE BAISSER LE CHÔMAGE EN ÉLIMINANT DES CHÔMEURS*



Alors que le gouvernement clame à qui veut l'entendre sa volonté de s'attaquer au chômage, il ne dit pas quelle méthode il compte employer. Dans les agences ANPE, nous venons de recevoir une série d'instructions qui en disent long sur ce sujet.

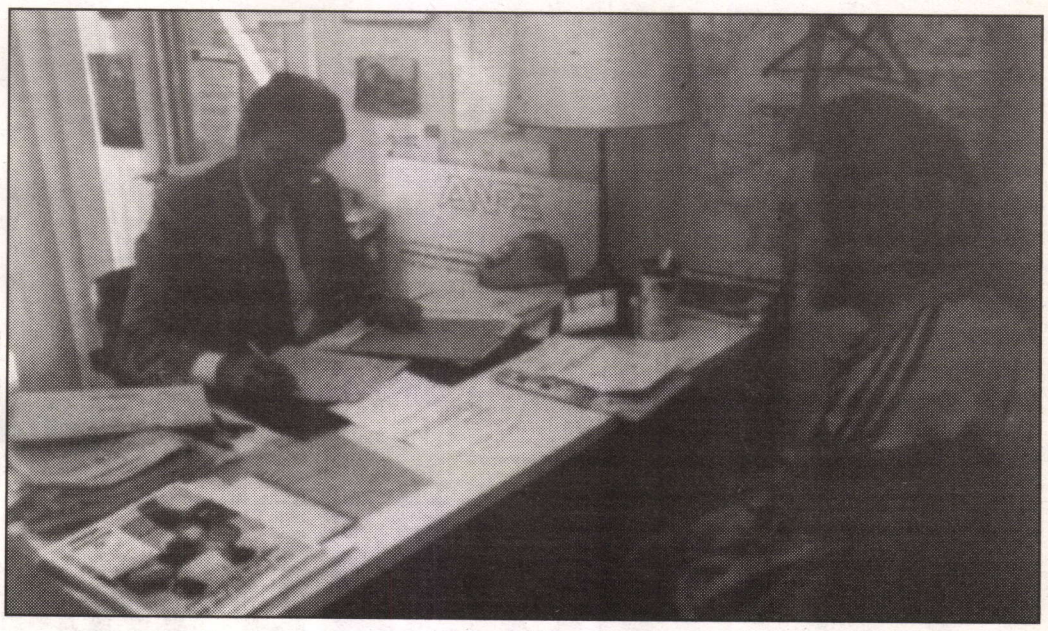
Autrefois, un chômeur s'inscrivait à l'ANPE par une simple déclaration de bonne foi. Dorénavant, nombre de justificatifs seront demandés et redemandés. En cas de pointage tardif, d'efforts jugés insuffisants pour chercher du travail, de non-acceptation d'emploi, etc., des sanctions (suspension des allocations, voire suppression) plus lourdes et plus rapides seront prévues.

Chaque agent de l'ANPE pouvait apprécier les situations et avait le pouvoir et les moyens de ne pas appliquer de sanctions. Aujourd'hui, cette possibilité est retirée à tous, et laissée à quelques-uns.

D'un côté les chômeurs sont a priori fraudeurs, et de l'autre on laisse entendre que nous sommes trop laxistes. Une manière aussi de nous opposer aux chômeurs.

Par ailleurs, Colin, le patron de l'ANPE, se fait le porte-parole des chefs d'entreprise qui se plaignent, dit-il, du peu d'enthousiasme des chômeurs que nous leur envoyons. Quand on voit ce qui leur est proposé, notamment comme salaire, cela n'est pas étonnant. On comprend alors l'insistance pour que nous fassions pression sur les chômeurs pour accepter ces emplois... sous peine de sanctions.

Ah, si toute cette énergie était consacrée à forcer les patrons à embaucher...



Stevens/Gamma

Souscription

VALENCE : Sympathisants, 100, 300.
ROUEN : Un donneur, 150; chu Collectif, 150;
REGION PARISIENNE : Louis, 50. Philippe, 15. Un travailleur, 30. PM, 100. C, Orsay, 100. JC, Orsay, 400. José (bis), 350; Annick, 200. Pascal, 100; Roseline, 200. Fabien, Vitry, 200. Patrick, 6000. Cyril, 200. M Tolbiac, 300. CREIL : Amaarouk, 40. Castillo, 10. Zamora, 50.
TROYES : Jean Luc, 100.
REGION PARISIENNE : Cyril B, 50. Sandrine D, 80. Steph K, 50. Carole, José, Florence, 3x40. Jacques, RNUR Flins, 200. Un sympathisant de Meaux, 50. Christophe, Le Mans, 200. Espeyrac, 50. Joëlle, une copine, 50. Thierry, 100. Luis, 200. José, 70. Andrée, 70. Marie, 50. Retraitée, 100. Anonyme, 100. Patrice et Nicole, 500. Jemâa et Marique de Nice, 400. **PTT Orly**, 150. Tatiana, 50. Lecointre, 16. Benbouriche, 10. Montet, 30. Messatfa, 100. Aksas, 10. Messaoudene, 20. Messaoudene, 20. Leila, 30. Paco, 400. Simone, 200. Gilles, 100. Claudine, 100. Athanase Alain, 100. Isaad, 50, 100. Fabienne, 50. Jean Marie F, 50. Blanchet déçue par le gouvernement, 20.
RENNES : Garot Trinkor, 10. Nicolas, 15.
LILLE : Un ouvrier de Rank Xerox, 100.
REGION PARISIENNE : Un copain ouvrier, 100. Marc, Rouen, 1000.
ILE DE LA REUNION : André Bernard, 200. Charles Henri Vienne, 50. Roland, 100. Cens Patrick, 20. Paul, 200.
REGION PARISIENNE : Tata Annie, 200. Témara, 40. M Pierre, 20. Mme Durand, 20. Anonyme, 300. Monique et Jean Claude, 100. Pascal, 50. Ronald, 50. Bruno Isabelle, 400. Un africain internationaliste, 100. Un travailleur africain, 50. Serge, 50. Michel, 20. Rémy, 20. Olivier illisible, 15. Patrice damerose, 20. Michèle Bertin, 30. Pascal Véran, 10. Amélie, 25. Sympathisant, 50. Soutien à Arlette, 20. Jacques, 100. François et Christine, 200. M Lemaire Pauyl, 30. M Jacqueline, 30. M Courette François, 40. Leroy J, 15. Ferlay Bruno, 50. Bertrand Eric, 10. Mailly Ghislaine, 10. Ferlay JC, 10. Leourx Trécho, 20. Philippe, 200. Hugo, 100. Roland, 50. Manuel, 50. Yves, 250. Guy, 500. Marie Claire, 200. Louis Xavier, 250. Aicha, 80. François, 50. Christophe, 50. Caroline, 70. Arn Odrade, 70. Anonyme, 50. Satch, 200. Pour la révolution, 50. Gégé, 100. X, 250. Tedu, 50. Hélène, 500. Sandra, 100. Bouaza Areski, "la critique engendre la révolte, la révolte c'est la vie, vous en êtes de dignes représentants", 100. Cristofari Martin, 500. Chen J François, 100. Nocquet Cécile, 150. Protat, 50. Ferrand Daniel, 100. Porcher Yolène, 150. Perdue, 300. Josiane Sébilo, 10. Catherine Isèle, 10. Dureaux Alain, 15. Magloire Augier, 21. Bougheriou Faouzi, 17. Michel, 16. Robine Sylvie, 10. Bernard Perrot, 12. Jean Claude Forrest, 13. Clotilde Goelle, 13. Evelyne, 16. François Salget, 18. Schmitt Daniel, 41. Didier, 10. Patrick, 33. Geslain **PTT Nanterre**, 400. Mariette J et J **Argenteuil**, 150. Roger, 200. Fie Claire, 50. Moirez Evelyne, 200. Arnaud, 500. **ISPN :** Thierry Rondet, 300. Thierry Bartel, 100. Denis Christine, 100. Farid Balhoul, 100.
Aérospatiale Les Mureaux : Sympathisant, 100. Sympathisant, 50. Sympathisante, 50.
ASNIERES : Sandrine, 150.
BEAUVAIS : Sonia et François, 50.
GENNEVILLIERS : Martine, institutrice, 100. Laurent, instituteur, 10. Alain, instituteur, 200. **Crédit Agricole St Quentin-en-Yvelines :** Une copine, 100. Petit Jean, 50. Ben, 20. Emmanuelle, 50. Jean Jacques, 100. Olivier, 50. Bon courage, 50. Soutien, 20. Ancien copain, 100. Jazz man, 100. Soutien, 10.
COMPIEGNE ET NOYON : Bouer Christine, 200. Bouer Alfred, 100.
TOURS : Un chômeur, 25. Sympathisant, 10. Un copain, 200. Paulo, 50.
RENNES : Jouault Alain, 100. Malherbe Ewa, 50. Loth Gérard, 50. Loth Bruno, 50. Loth Sébastien, 50. Charpentier Danièle, 50. Denieul Yvon, 50. Loth François, 150. Jean Luc, 200. Un copain, 200. Prime, 50. CHR Rennes, Madeleine, 50. Fred, 400.
ANGERS : Anita, 200. Infirmier psy, 100. Fred, 100. Le grand Thev, 60. Un radin, 40. Un copain, 100. Un autre copain, 100. Lulu, 100.
BREST : Régis, 100. François, 50. Olivier, 50.
DIJON : Mamy sympathisante, 200. Une sympathisante, 100. Mugneret, 50. Une sympathisante, 200. Marie Noelle, 100. Ouvrier Peugeot, 100. Catherine, 2000. Gaucherot Louis, 100.
CHALON SUR SAONE : Un fan de Marie Thérèse, 100.
AUTUN : Une ouvrière de Dim, 100.
NEVERS : Un copain, 100. Franck, 50.
VIERZON : Evelyne, étudiante, 200. Soutien campagne électorale, 16. **Hôpital De Bourges :** Pour la campagne, 100. Une AS, 80. Colette Perronnet, 100. Collecte Luchaire, 55.
BOURGES : Dubois, 100. Ahmed, 100. Un chômeur, 20. Un ouvrier agricole, 20. **ORLEANS :** Alain, 50. Abderrahmane, 200. Doumayrou Vincent, 200. Pousse Emmanuel, 100. Thierry, 50. Anonyme, 100.
CREUSE : Anonyme, 100. Paul, chômeur, 100. Retraité, 100.
PONTARLIER : Gilbert, 100. Patricia, 50.
STRASBOURG : Benoit, 20. Un couple sympathisant, 200. Pierrot, 50. Guy Erstein, 100. F de General Motors, 100. Brigitte, 200.
MULHOUSE : Valencia Daniel, 100. Caren, 100.
GRENOBLE : Sympathies, 50. Perdue, 300.
LYON : Françoise Souvignec, 50. Anne Sophie, 30. Marjorie, 25. Mariel, 50. Pat, 30. Maryse, 30. Un fidèle de la gauche, 100. Tulipe AR, 200. Jeannine, 30.
ROANNE : Valenduc, 60. Buttard, 50.
BORDEAUX : Un communiste révolutionnaire, 30. Marc, 50. Valérie, de Limoges, 100. MMe Vaqué, 25. José Luis, 50. Marie, 50. Barberarena Danbiel, paysan travailleur ELB, Iholdy, 100. Vancauteren Bruno, Chateau Thierry, 50.
ROUEN : Jean Marc, 200. Michèle, 100. Sa mère, 50. Francis R, 100. Catherine Courtois, 50. Stephane, 50. Françoise G, 100. Un militant, 200. Brigitte B, 300.
REGION PARISIENNE : Thierry, pour que vive le communisme, 200. Denise, 200. Patricia, 50. Giselle, 60. Francis, 50. Kusik, 50. Kali, 50. Gilles, 50. Myriam, 100. Tayeb, 50. Richard, 100. Une copine de Gagny, 200. Un copain, 300. Un collègue en retard, 50. Françoise, Seine et Marne, 150.
LE HAVRE : JL Raguin, 100, Ana Mesias, 1OO.
ORLEANS : Alcatel Ormes, 100.
ROANNE : Michelle Bouchet, 100.
LYON : Pascal et Isa, 200. Sarah, 100. Stéphanie, 50. Nathalie, 50. Marc, 50. Jean Claude, 50. Sympathisant Propharm, St Genis Laval, 25. Un sympathisant, 50. Un étudiant, 30. Soutien, 30.
HAUTES ALPES : Agent de lycée, 100. Agriculteur, 100. Infirmier, 100.
MARSEILLE : Mme Bonnet, 200. Fabrice, 50. Un copain, 300. Philippe, 100. Sophie, 50. Georges Roche, 2500.
FOS SUR MER : Nathalie et Frédéric, l'argent pour l'école, pas pour l'armée, 100.
ANGERS : 5 camardes de travail (Champtocé), 120.

TOTAL À CE JOUR
1 327 973 F

Abilis

LES GRÉVISTES DU NETTOYAGE DE RENAULT-LARDY ENTAMENT LEUR 5e SEMAINE DE GRÈVE

Le 13 mai, 21 travailleurs sur 28 de l'entreprise de nettoyage Abilis du centre Renault-Lardy (Essonne) étaient toujours en grève. Ils entamaient leur cinquième semaine.

Jusqu'au lundi 11 mai, Abilis a joué la montre, espérant sans doute l'isolement des grévistes dans une usine vidée d'une bonne partie du personnel pour cause de congés.

Les syndicats ont cependant fait pression sur la direction (à Rueil) et cela ne fut pas étranger au fait que le 6 mai Abilis transmettait "au personnel en grève" une proposition de négociation pour... le mardi suivant

Abilis a donc joué la carte du pourrissement : négociations oui, mais une semaine plus tard. Et dans l'intervalle, de concert avec la direction locale de Renault, elle convoquait un huissier (qui ne put d'ailleurs rien constater) quand les grévistes se sont avisés de venir parler un peu trop près aux jaunes qui travaillaient le soir.

Les grévistes ont su eux, de leur côté, s'adresser à leurs collègues de Renault.

Lundi 11, à midi, une trentaine de travailleurs de chez Renault ont accompagné les grévistes venus chercher leur feuille de paie. Mais le lendemain, les travailleurs de Renault étaient une centaine à débrayer une ou deux heures pour accompagner les grévistes aux négociations avec Abilis. Et c'est cette solidarité qui a pesé lors des négociations.

Abilis proposait cette fois le salaire minimum au coefficient 135, l'avancement de l'augmentation conventionnelle du 1er juillet au 1er mai. Ces mesures équivalent à payer 34,96 F minimum de l'heure (les grévistes revendiquaient le salaire horaire minimum à 35 F). Par ailleurs, la prime de panier, équivalant à 400 F par mois, a été accordée à douze travailleurs. Six seulement la touchaient jusqu'alors. Par contre rien de plus n'a été accordé sur le paiement des heures de grève. Au quinzième jour de la grève, le patron proposait 1300 F pour ceux qui font au moins 145 heures par mois et 900 F pour ceux qui font moins de 130 heures par mois. En ce qui concerne la surcharge de travail et la revendication d'embauche, Abilis propose pour en discuter la mise en place d'un groupe de travail composé de deux représentants de la direction et de quatre membres représentant le personnel.

Mais dans le même temps elle annonçait le licenciement d'un gréviste. Celui-ci qui, jusqu'en février, avait un contrat à durée déterminée n'avait depuis lors reçu aucun avis. Dans ces conditions, et comme la loi le prévoit, son embauche devenait effective.

Cette menace de licenciement a été prise comme une véritable provocation. Les grévistes d'Abilis ont donc décidé de poursuivre leur grève. Ils réclament que la prime de panier soit payée à tous, que le paiement des heures de grève soit nettement plus conséquent et l'embauche immédiate du travailleur menacé de licenciement.

Limoges

NOVASERVICES - ABILIS EN GRÈVE ILLIMITÉE

A Limoges aussi, les employés de Novaservices-Abilis sont en grève illimitée depuis le lundi 4 mai, contre des conditions dignes d'un autre temps : sous-payés, qu'ils aient de l'ancienneté ou pas (4600 F net avec les dimanches), un travail toujours plus important, très difficile, salissant, des effectifs en baisse constante (moins 9 en une année).

Cette entreprise a passé un contrat avec la SNCF pour le nettoyage intérieur et extérieur du matériel ferroviaire : rames de voitures voyageurs, autorails, locomotives et remorques. Le patron semble à la pointe pour le truandage à grande échelle ; erreurs sur les coefficients d'ancienneté, remise forfaitaire inférieure aux 42 -F prévus, sans absence dans le mois, des retenues horaires inexpliquées mais mensuelles...

Face aux grévistes, le responsable de l'agence locale refuse de répondre aux questions. Il ne connaît qu'un seul mot : NON pour le salaire à 5600 F net, NON aux embauches nécessaires, NON à la prime de salissure... Il se réfère à la convention collective qui serait respectée à la lettre mais toujours au minimum...

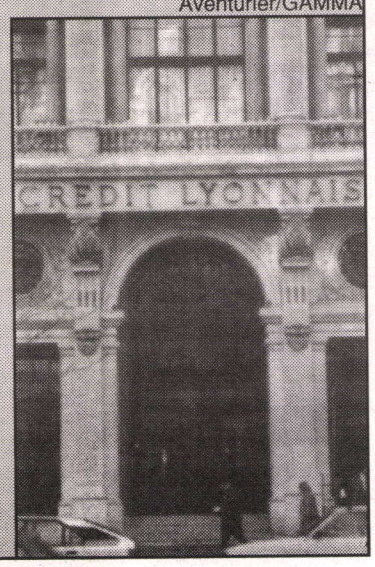
Les dirigeants SNCF veulent volontairement ignorer cette grève. Ils se disent "neutres" mais ne condamnent pas les méthodes de bandit de ces patrons.

Les cheminots de la gare de Limoges et des ateliers qui connaissent bien les grévistes depuis des années sont entièrement solidaires de leur lutte.

Crédit Lyonnais

UN RENOUVELLEMENT TRÈS PARTIEL DES EFFECTIFS

Aventurier/GAMMA



Le Crédit Lyonnais vient de proposer toute une série de mesures visant à renouveler ses effectifs. En fait, il s'agit de les diminuer de façon sensible ; en embauchant certes mais en nombre moins important que les départs qu'il souhaite. Depuis 1977, le Crédit Lyonnais mène en effet une politique constante en ce sens et tous les présidents de la banque qu'ils soient considérés proches de la droite ou des socialistes ont maintenu ce cap.

Pour favoriser les départs, le CL propose une aide financière (1/15e du montant annuel par année d'ancienneté avec un minimum de 200 000 F). Pour ceux qui travaillent à mi-temps, le montant est égal à celui qui leur serait attribué s'ils travaillaient à temps plein.

D'autres aides sont prévues pour les congés individuels de formation, les congés sabbatiques. Le CL propose aussi des congés de 24 mois pour créer une entreprise, avec une avance sans interêt d'une somme correspondant à 1/24e du salaire annuel par année d'ancienneté et plafonnée à 50 % du salaire annuel. Cette avance sera transformée en allocation exceptionnelle si l'employé quitte finalement la banque. Elle ne sera pas remboursée si elle ne dépasse pas 80% de l'aide au départ.

Le CL pousse même la diligence jusqu'à proposer, pour élaborer le projet ou le finaliser, le concours d'un cabinet conseil... gratuit bien sûr.

Bref le CL tient vraiment à diminuer les effectifs. Une preuve de plus s'il en était besoin : dans les secteurs où il estime que nous sommes vraiment trop nombreux (il parle *"des unités dont les inadéquations d'effectifs sont les plus marquées"*), le DISTAG (Département qui regroupe des professions dites annexes comme électriciens, menuisiers, gardiens, travaux qui sont de plus en plus sous-traités) et les centres de province de la Direction Centrale des Traitements Informatiques, il propose encore plus. Pour ne prendre qu'un exemple, le montant de l'aide aux départs volontaires est majoré de 1/15e à 1/12e et le montant minimum passe de 200 000 à 320 000 F. Cela touche les centres administratifs et informatiques comme Bayeux, Rillieux, Tours St-Avertin, Valence, Melun.

Bien évidemment si le CL mène depuis 1977 cette politique avec une telle constance et des moyens financiers relativement importants, c'est qu'il a calculé qu'elle lui rapportera. Tout d'abord en diminuant la masse salariale et ensuite en "rentabilisant" les investissements qu'il a fait dans l'informatisation de toutes les opérations de banque. En effet, dans l'esprit du CL, l'employé de banque doit en 1992 ne plus être un simple employé mais, en agence par exemple, un véritable conseiller financier, proposant au client des investissements, des prêts, etc.

Dans sa politique de réduction des effectifs, le CL cherche manifestement le soutien des organisations syndicales. Il explique que toutes les mesures ont été prises au cours de *"trois réunions de concertation avec les organisations syndicales qui ont permis de préciser diverses formules d'aides susceptibles d'etre proposées aux membres du personnel"*. Mais à la séance du Comité Central d'entreprise où le président a présenté ses mesures, trois syndicats (CGT,CFDT,FO) ont voté contre, deux (SNB-CGC et CFTC) se sont abstenus de même que le représentant non syndiqué.

Cette politique crée une inquiétude parmi le personnel au sujet de l'emploi et de la remise en cause de la Convention Collective.

Renault (Choisy-le-Roi - 94)

UN TRAVAILLEUR EN GRÈVE CONTRE SON LICENCIEMENT

Depuis plus de vingt jours un ouvrier de l'usine Renault de Choisy-le-Roi a entamé une grève de la faim pour protester contre le licenciement dont il a été victime fin mars 1992. La direction de Renault a décidé de le licencier pour faute grave, sans indemnité ni aucun droit, reprochant à ce travailleur une insuffisance de production et des menaces à l'encontre de ses chefs.

Embauché en janvier 1973, cet ouvrier, âgé de 48 ans, ne ferait plus l'affaire après avoir travaillé près de vingt ans dans l'entreprise.

Quel culot ! Quelle audace de la part des petits et grands chefs qui osent prendre de telles décisions et jeter à la rue un travailleur qu'ils ont pressé comme un citron pendant toutes ces années !

Si ce travailleur connaît des baisses d'aptitudes physiques aujourd'hui, c'est parce que pendant des années, dans son travail, il a manipulé amiante et produits chimiques dangereux.

Et ensuite, malgré une demi-surdité, la direction a voulu le contraindre à tenir un poste dur, avec un niveau sonore intenable, alors qu'il est reconnu en invalidité par la COTOREP à 50 %.

Depuis qu'il a commencé son action, ce travailleur a reçu le soutien des organisations syndicales locales et des unions locales ou départementales de la CGT et aussi des instances et personnalités du PCF de la région. Certaines de ces interventions visant d'ailleurs à transformer l'affaire pour s'attribuer "un martyr".

Une pétition de soutien dans l'usine a recueilli environ 150 signatures (sur 350 travailleurs).

Toute cette agitation et cette résistance d'un travailleur qui ne veut pas se laisser jeter dehors comme un malpropre, commencent à gêner la direction qui a nommé un médiateur. Une solution serait en vue qui consisterait à assurer une formation au travailleur.

Mais vraiment les méthodes utilisées par Renault pour se débarrasser d'un travailleur et le mettre au chômage qualifient une direction et des petits chefs rétrogrades, qui mériteraient bien de recevoir davantage que de simples menaces pour paiement de leurs saloperies.

Correspondant L.O.

Échos des entreprises

Bilan globalement négatif

Dans le Bilan social présenté par la direction au CE Trocadéro-Vaugirard, figurent le chiffre du salaire moyen des hommes, et celui des femmes. On peut noter que pour ce secteur – qui est certainement représentatif du Crédit Lyonnais –, le salaire moyen des femmes est inférieur d'à peu près 2 000 F au salaire moyen des hommes.

La direction nous répète sans arrêt que le Crédit Lyonnais est pour la promotion féminine ; eh bien voilà un chiffre qui nous prouve que la réalité est bien différente des discours !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais - Agences du 4/5/92

Infirmerie : téléphone restreint

Il y a une quinzaine de jours le téléphone direct de l'infirmerie a été coupé sans même que les infirmières aient été prévenues. Pourtant, s'il y a un service de l'immeuble où le téléphone est justifié encore plus que partout ailleurs, c'est bien là.

Désormais, pour appeler docteurs, SAMU, etc., nos collègues infirmières doivent obligatoirement passer par le standard, avec le risque que ça bloque si ce dernier est saturé. Et le soir à partir de 19 h 30, plus question de faire passer la moindre communication. Si quelqu'un a un grave problème au moment de la sortie, l'infirmière de service risque de devoir prendre ses jambes à son cou pour courir chercher des secours !

Voilà bien une mesure particulièrement intelligente et réfléchie : ça mériterait une médaille !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chèques Bourseul (Paris) 4/5/92

"NOUVELLES" MALADIES PROFESSIONNELLES, MAIS TOUJOURS LES MÊMES CAUSES !

A l'occasion de l'Année européenne pour la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la Commission des Communautés Européennes a réalisé une étude sur 12 500 salariés et travailleurs indépendants, soulignant l'apparition de "nouvelles" maladies liées au travail sur ordinateur : stress, "troubles musculo-squelettiques" dits "TMS", lombalgies et autres troubles de la vue. Et de citer la maladie du poignet qui touche ceux qui frappent en permanence sur un clavier d'ordinateur, les douleurs entraînées par la manipulation par les caissières des supermarchés de tonnes de denrées dont il faut enregistrer les codes barre, le même type de maladie liée à l'automatisation dans les usines, etc.

En fait ce que ces maladies ont de nouveau c'est surtout les noms dont on les affuble, car les fameux TMS et autres lombalgies ne datent pas d'aujourd'hui, ni dans l'industrie, ni dans les bureaux chez les dactylos par exemple !

Et puis si les positions au travail changent avec l'évolution des techniques et si les muscles affectés ne sont pas toujours les mêmes, ce qui ne change pas, par contre, c'est la durée du travail, et surtout le rythme du travail, sinon en pire, ces dernières années. Et c'est bien là la cause réelle des maladies signalées. Ce ne sont ni l'ordinateur, ni l'automatisation, qui devraient au contraire diminuer la pénibilité du travail, mais c'est bien l'intensité du travail sur une longue durée. N'importe quel geste répétitif effectué à longueur de journée est dommageable pour la santé.

Les experts estiment, paraît-il, que pour éviter les douleurs dans les mains, ceux qui travaillent sur un clavier d'ordinateur devraient se reposer au moins un quart d'heure toutes les deux heures. Il en est probablement de même pour bon nombre de travaux répétitifs. Mais il est bien évident que cela est incompatible avec la course au profit des patrons. Et la pression exercée par les employeurs sur leurs salariés dans cette période de crise pour faire travailler toujours plus vite ceux qu'on n'a pas mis à la porte ne peut qu'entraîner la multiplication des accidents et des maladies professionnelles, reconnues ou pas.

Les salariés en sont conscients et, toujours selon la même étude, 42 % des salariés européens considèrent que leur activité professionnelle "*affecte ou pourrait affecter leur santé*". Le stress arrive au premier rang des maladies redoutées par les cols blancs ; les douleurs musculaires, les problèmes oculaires, la fatigue, les problèmes respiratoires, les troubles de l'audition sont, dans l'ordre, les affections les plus redoutées par les ouvriers. Mais la plupart de ces maladies ne sont pas reconnues comme maladies professionnelles par la législation française. Et en France il n'y a que 4 000 salariés par an dont la maladie professionnelle est reconnue alors que, comme dans l'ensemble de l'Europe, ce sont 42 % des salariés qui estiment que leur travail affecte leur santé.

Les patrons font trimer leurs salariés au mépris complet de leur santé mais ils s'abritent derrière une législation extrêmement restrictive pour dégager leur propre responsabilité.

Non décidément, dans cette société basée sur la recherche du profit à tout prix, le travail ce n'est pas la santé ! Et ça ne date pas d'aujourd'hui.

Dominique CHABLIS

La patrie reconnaissante

de Giulio Cisco

Giulio Cisco, écrivain et journaliste italien, est né en 1921 dans un village de Vénétie. Avec ce roman en partie autobiographique, il raconte l'histoire de la classe 21, au travers de celle de 19 jeunes gens, tous nés en cette année 1921, dans un même village de Vénétie. 1921 est aussi l'année où, à la veille de la prise du pouvoir par Mussolini, l'Italie bascule et s'engage dans la marche à la Deuxième Guerre mondiale. A suivre l'histoire de ces 19 villageois - fils qui, d'un journalier agricole, qui, du mécanicien, du maréchal-ferrant, du barbier, du boucher, du marchand de quatre saisons ou du podestat (le maire fasciste nommé par le régime), il y a même celui de la bonne du curé ! - on s'y perd un peu. L'écheveau des intrigues d'un village jusque-là dominé par l'archiprêtre qui faisait la pluie et le beau temps, mais qui se trouve ensuite sérieusement concurrencé par un parvenu, le nouveau podestat, est un peu embrouillé. On finit peu à peu par pénétrer dans les secrets des villageois. Et l'arrivée du fascisme ne se fait pas sans quelques granges brûlées, des passages à tabac, avec la bénédiction du curé qui y voit dans un premier temps la main de dieu châtiant sélectivement les mécréants, les athées et les infidèles, bref tous les communistes... Mais les mauvais coups finissent par frapper aussi les piliers d'Eglise, surtout les plus pauvres car ce sont les plus miséreux du village qui sont visés.

Mais malgré la misère, on sait fêter les naissances, dans des festivités où pleut l'eau bénite, mélangée au vin des barriques mises en perce. Les jeunes grandissent en vrais galopins à qui l'école tente d'enseigner l'amour de la patrie, que le podestat enrôle pour leur apprendre la discipline, et le curé, la vertu d'obéissance...

C'est ainsi que grandissant en forces et en vertus, ils finissent par se retrouver à 19 ans dans des uniformes flambant neufs avec de belles chaussures neuves en carton-pâte qui se décollent à la première pluie, les uns sur les routes de l'Albanie, les autres de Russie, d'Egypte ou de Grèce.

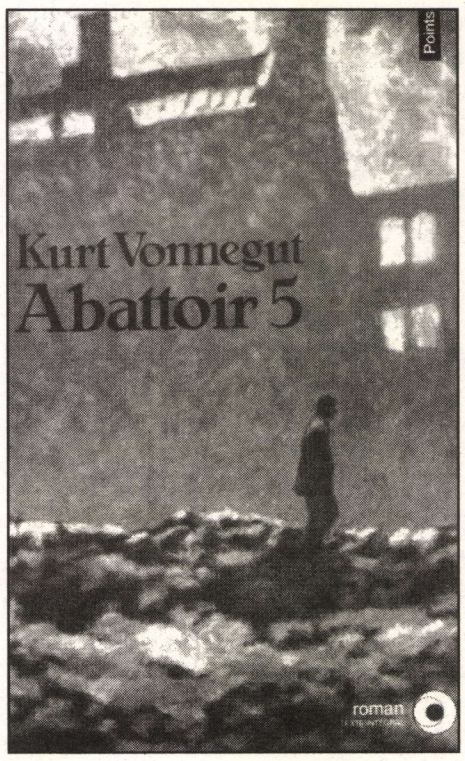
Et là, ils y trouveront les uns après les autres la mort la plus absurde, la plus bête et cependant la plus imprévisible qui soit.

Avec ce roman, Giulio Cisco dédie à ses copains, ses cousins du village, un monument aux morts un peu particulier, un monument féroce, qui fait passer à tout instant le lecteur du rire à la révolte et aux larmes.

Cécile Bernier

La patrie reconnaissante *de Giulio Cisco, Actes Sud, 115 F.*

REEDITIONS EN COLLECTIONS DE POCHE



Abattoir 5

ou la farandole d'un bidasse avec la mort

de Kurt Vonnegut

Kurt Vonnegut s'est fait connaître surtout comme un écrivain de science-fiction. Et même ce roman, plus ou moins autobiographique, écrit plus de vingt ans après la Deuxième Guerre mondiale, qui part des souvenirs de l'auteur sur la guerre et le bombardement de Dresde dont il fut témoin, reste marqué par la fantaisie, l'intervention des habitants d'une autre planète et toutes sortes de digressions plus ou moins drôlatiques.

En fait, Kurt Vonnegut explique en guise de préface que, même 23 ans après Dresde, ce n'est toujours pas facile de raconter ce qu'il a vu et les mots ne lui viennent toujours que difficilement.

Cela donne un ensemble volontairement déroutant, et comme il le présente lui-même en exergue, ce roman est l'œuvre d'un *"Germano-Américain de 4e génération, qui se la coule douce au Cap Cod, fume beaucoup trop, et qui, éclaireur dans l'infanterie américaine, mis hors de combat et fait prisonnier, a été, il y a bien longtemps de cela, témoin de la destruction de la ville de Dresde (Allemagne), "la Florence de l'Elbe", et a survécu pour raconter l'histoire. Ceci est un roman plus ou moins dans un style télégraphique, schizophrénique des contes de la planète Tralfamadore d'où viennent les soucoupes volantes. Paix."*.

Et c'est effectivement le roman d'un anticonformiste, pacifiste mais souvent déroutant, qui essaie de témoigner sur ce qu'il n'a pas réussi à oublier de la guerre.

C.B.

Abattoir 5 *de Kurt Vonnegut, Seuil, Collection Points-roman.*

Adieu à Berlin

de Christopher Isherwood

Adieu à Berlin est une série de chroniques rédigée, un peu comme un journal, par l'auteur alors qu'il était à Berlin au début des années 1930. En fait cela couvre la période 1930-33. Isherwood était alors répétiteur d'anglais à Berlin, et ses chroniques sont inspirées par la vie quoditienne de personnages de rencontre, des personnages plus ou moins marginaux ou de l'intelligentsia bohème, de ceux qu'un étranger installé de fraîche date dans la ville peut aisément rencontrer.

On y fait ainsi la connaissance de Sally Bowles, une "artiste" de beuglant, un peu ratée, personnage autour duquel Bob Fosse construisit son film *Cabaret* avec Liza Minelli. Outre des artistes minables, l'auteur nous fait pénétrer l'intimité de personnes très diverses comme sa logeuse, une petite bourgeoise ruinée, amoureuse de l'ordre, conformiste et anti-sémite, une famille d'ouvriers et de chômeurs, dans la misère, taraudés par la faim et l'alcool, un jeune militant communiste, un jeune chômeur qui se prostitue à l'occasion, une famille de bourgeois juifs. Peu à peu on sent la société glisser vers le fascisme.

Avec sympathie et une curiosité lucide mais un peu extérieure, pour ses personnages de rencontre, Christopher Isherwood décrit, au travers d'épisodes anecdotiques, la décomposition de la société allemande et le lent désespoir dans lequel elle plonge à la veille de la prise du pouvoir par Hitler.

C.B.

Adieu à Berlin *de Christopher Isherwood, Seuil, Collection Points-Romans.*

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

6-7-8 juin LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE à Presles (Val-d'Oise)

Mine de rien, la Pentecôte approche. Et avec, le traditionnel rendez-vous avec des milliers de nos amis, venus de tous les coins de France, et même de bien plus loin. Eh oui, nous sommes à moins de trois semaines de notre fête. C'est la 22e. Un fameux bail.

Eh oui, elle prend de la bouteille, notre fête, mais sans perdre de sa vitalité, de sa gaieté. Le programme en est toujours aussi riche, aussi varié, toujours renouvelé, les occasions de s'étonner, d'apprendre, de s'extasier, de bien se régaler, et de bien rigoler toujours aussi nombreuses. Car ce qui se perpétue d'année en année c'est cette ambiance de fraternité, de solidarité, d'esprit collectif. Et ça, tous les Eurodisney de France, de Navarre et d'ailleurs peuvent toujours s'aligner pour en faire autant.

A bientôt donc... Et en attendant, nous publions quelques aperçus de ce que vous pourrez trouver au rendez-vous de Presles. Mais il y aura plein d'autres choses encore dont nous vous parlerons la semaine prochaine.

ARC

DES CENTAINES DE STANDS

DES DÉBATS AVEC DES ÉCRIVAINS, DES HISTORIENS

PRENEZ VITE VOTRE CARTE

La carte d'entrée coûte 50 F sur place pour les trois jours.Mais si vous vous la procurez à l'avance auprès de nos militants (ou en écrivant à : Lutte Ouvrière BP 233 - 75865 Paris Cedex 18), vous ne la paierez que 40 F.

De même des bons d'achat vendus à l'avance 8 F pièce vous donnent droit à un pouvoir d'achat de 10 F durant la Fête.

POUR VENIR A LA FÊTE

DE PROVINCE

Des départs collectifs par cars ou par train sont organisés à partir d'un grand nombre de villes de province. Nous publions une première liste de départs prévus en cars.

Nord

Lille : Samedi 6 juin à 6 h et 9 h, boulevard J.-B. Lebas. Dimanche 7 juin à 7 h, boulevard J.-B. Lebas

Dunkerque : Samedi 6 juin, 8 h, place Bollaert.

Ouest *Rouen :* Samedi 6 juin, à 9 h à la gare routière.

Centre *Clermont-Ferrand :* Samedi 6 juin, à 6 h 30 à la gare routière.

Chateauroux : Samedi 6 juin, à 6 h devant la gare SNCF.

Est *Strasbourg :* Samedi 6 juin, à 5 h, place de l'Etoile.

Mulhouse : Samedi 6 juin, à 5 h 30, place Franklin.

Belfort : Samedi 6 juin, à 6 h, Maison du peuple.

Montbéliard : Samedi 6 juin, à 6 h 30, parking de la Halle Polyvalente.

Besançon : Samedi 6 juin, à 7 h 30, place Battant.

Sud *Lyon :* Samedi 6 juin, à 5 h 30, place Bellecour (côté Saône).

Grenoble : Vendredi 5 juin, à 23 h, Gare routière (près de la gare SNCF).

DE PARIS

La Fête est accessible en voiture, bien sûr, mais aussi par le train, depuis le Gare du Nord. Plus simple encore, une navette gratuite d'autocars sera mise en place à partir de la Porte de la Chapelle durant les trois jours.

PODIUM CENTRAL

Samedi :

LES COQUINES, afro funk reggae - Elles mettent une folle ambiance.

LEO FERRE interprètera un récital de ses chansons les plus célèbres

("Avec le temps," "Ni dieu, ni maître...")

Dimanche :

Un quartet de jazz avec le pianiste américain MAL WALDRON et le saxophoniste Thierry BRUNEAU (qui feront également quelques sets sur la scène de Jazz City). Le WILLEM BREUKER KOLLEKTIEF, une troupe d'une dizaine de musiciens hollandais mêlant dans leurs concerts humour, jazz, théâtre musical populaire et musique improvisée.

FABIENNE THIBEAULT

Lundi :

Ça va swinguer avec Alain GIROUX et Jean-Louis MAHJUN qui feront du blues'n boogie au violon et à la guitare.

DIDIER GUSTIN imitera des dizaines d'artistes : chanteurs, comédiens, vedettes de la télé, dans un spectacle drôle et enlevé. Et il croque aussi quelques hommes politiques...

FABIENNE THIBEAULT vient du Québec nous interpréter ses nouvelles chansons et les plus anciennes, tirées de la comédie musicale *"Starmania"*.

Contrairement à ce que nous annoncions la semaine dernière, François Béranger, retenu par des séances d'enregistrement, ne pourra pas participer à notre Fête cette année. Nous nous en excusons auprès de nos amis bien que nous ne soyons pas responsables de ce contretemps.

AU THÉATRE DE VERDURE

LOU VOLT, chanteuse humoristique, présente son spectacle *1,71m et 53 kg d'héroïne pure*

LA MARMAILLE NUE, un groupe qui tire son inspiration de la MANO NEGRA et des NEGRESSES. VERTES TOFFO, chanson française.

DE JADE, rock.

LES PASSE-MURAILLE, clowns.

Anne PEKOSLAWSKA présente son spectacle-concert *"Un peu comme Ophélie"*, mêlant réalisme et poésie, mélodies intimistes et blues-rock.

ASHANTI, afro-reggae.

D'AUTRES SPECTACLES sont prévus au CABARET et à JAZZ CITY, dont nous publierons le programme détaillé dans les semaines qui viennent.

ET DANS LES ALLEES DE LA FETE Alexandre L'AGODAS et son orgue de barbarie.

CHAPITEAU SCIENTIFIQUE

NOUVEAU SPECTACLE - DIORAMAS SONORISES Toutes les 7 minutes, départ pour un voyage de 3 millions et demi d'années : *"Des origines du genre humain au peuplement de la Terre"*

EXPOSITIONS : La Naissance de l'Ecriture

Sciences du Chaos ou Chaos dans les Sciences ?

"Parlez-vous gaulois ?" ou pourquoi le français n'est pas du gaulois

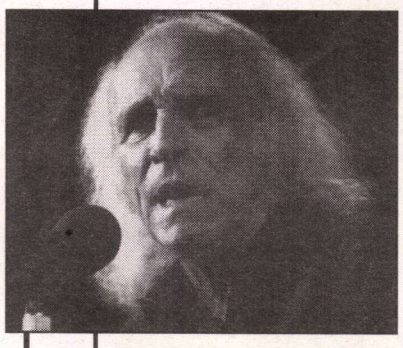
FORUMS avec, notamment le paléonthologue Yves COPPENS.

AU STAND VIDÉO

Une sélection de témoignages et de documents en vidéo : sur l'Espagne 1936, sur la guerre d'Algérie, sur l'URSS.

AU STAND AUDIOVISUELS

AFP



LÉO FERRÉ

ARC

"Iaweh, Jésus, Allah... et les autres" est le titre d'un diaporama qui s'emploie à montrer que ces trois religions prétendument "révélées" sont non seulement étroitement parentes, mais encore que bon nombre de leurs croyances sont empruntées à un fond plus ancien, celui des vieux mythes sumériens et égyptiens.

Ce diaporama, qui aurait dû être présenté à la fête de Lutte Ouvrière de 1991, n'avait pas pu être projeté à cette occasion à cause de problèmes techniques.

Fasse le ciel que rien ne vienne s'opposer cette année à la projection de cet audiovisuel résolument athée !

CINÉMA PERMANENT

AFFICHES, ATTENTION

Lutte Ouvrière édite des affiches, et c'est un plaisir pour chacun de les voir sur les murs.

Un rappel tout de même à tous nos militants et sympathisants qui concourent à cet affichage ; nous leur demandons instamment de respecter les interdictions d'afficher et de ne pas poser d'affiches sur les panneaux des afficheurs publicitaires, qui sont payants...

Et merci pour cet affichage, tellement plus gracieux !

ARC

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995